

N° 123 – 3^{ème} trim. 2005
Septembre 2005

Sommaire

	Page
Synthèse	3
1. L'évolution monétaire et financière	
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	5
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	5
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	6
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	8
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	12
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	16
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	16
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	20
1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	24
1.3 La masse monétaire et ses contreparties	28
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	28
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	29
1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux	30
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	30
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	32
2. Rappels des taux	
2.1 Taux administrés	34
2.1.1 Taux d'intérêt légal	34
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM	34
2.2 Taux du marché	34
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	34
2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie Française	35
2.3 Taux de l'usure	35
2.3.1 Crédits aux particuliers	35
2.3.2 Crédits aux entreprises	35
2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit	36
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	36
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	37
3. Autres activités de l'IEOM	
3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire	40
3.1.1 L'émission de billets CFP	40
3.1.2 L'émission de pièces CFP	41
3.2 Les systèmes d'échanges	42
3.3 Le refinancement	43

Remarque liminaire

L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).

Synthèse

Reflet d'une conjoncture économique difficile à la fois pour le revenu des ménages et l'activité des entreprises, la situation monétaire et financière de la Polynésie française enregistre un ralentissement à la fois au niveau de l'épargne et des crédits octroyés aux agents économiques.

Ainsi, le rythme d'accroissement de l'ensemble des actifs financiers collectés s'est nettement ralenti. Au 30 juin 2005, la croissance enregistrée au cours des douze derniers mois était de 3,7% pour un total de 384,5 milliards de F CFP. Au 30 juin 2004, l'épargne collectée par les établissements de crédit sur douze mois avait crû de 8,7%,

On constate que ce sont les dépôts des particuliers (63,3 % du total des actifs financiers) qui sont à l'origine de cette faiblesse de la progression générale. Ils n'ont augmenté que de 3,4% alors qu'ils avaient augmenté de 9,9 % entre juin 2003 et juin 2004. L'épargne des entreprises s'est quant à elle contractée (- 2,5% pour les sociétés non financières et -0,4% pour les entreprises individuelles).

Cette décélération des actifs financiers a caractérisé tous les types de produits d'épargne : les dépôts à vue (1,6 %) ; les produits d'épargne à long terme (13,3% de juin 2004 à juin 2005 après une croissance de 30,4% entre juin 2003 et juin 2004) ; les comptes sur livret, après avoir connu une période faste (+13,8 %), ont subi une érosion de leur encours de -1%. Seuls les dépôts à terme ont montré des signes de vigueur (15,6 %).

L'ensemble des crédits mis en place en faveur des agents économiques polynésiens s'est aussi ralenti. Il a progressé de 5,9% en glissement annuel contre 8,3% en juin 2004. Les encours ont ainsi atteint le niveau de 437,7 milliards de F CFP au 30 juin 2005. Les établissements de crédit de la zone sont restés les premiers bailleurs de fonds de la collectivité avec une part de 81 % du total des crédits représentant 354,3 milliards de F CFP. Les concours distribués sont constitués essentiellement de crédits à l'habitat (29,2 %), de crédits de trésorerie (26 %) et de crédits à l'équipement (25,3 %).

L'encours des particuliers, principaux emprunteurs du système bancaire polynésien avec 45,4 % des crédits bancaires accordés (soit 198,6 milliards de F CFP) a crû de +8,4 % en juin 2005 par rapport à fin juin 2004. Les sollicitations majeures des ménages auprès des banques ont concerné ces douze derniers mois le financement de l'habitat (110,2 milliards de F CFP) et celui de la consommation (71,8 milliards de F CFP), avec respectivement des évolutions de 7,1 % et de 7,9 % sur les douze derniers mois.

Les concours bancaires accordés aux entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) ont crû de 5,6% en glissement annuel pour atteindre un niveau de 154,9 milliards de F CFP en juin dernier. Cette croissance a concerné en particulier le financement de leur équipement (7% d'augmentation pour atteindre un niveau de 53,2 milliards de F CFP) et à la consolidation de leur trésorerie (11,2% et 38,6 milliards de F CFP).

Le recours des agents économiques polynésiens au découvert bancaire s'est réduit de 3 % en un an. Le taux de créances douteuses est quant à lui demeuré inchangé à 4,4% (créances douteuses brutes sur encours total). On note enfin une augmentation du taux de provisionnement des établissements de crédit de 61,1 % à 68,6 %.

La masse monétaire M3 a progressé de seulement 2,6 % en un an pour s'établir à 301,8 milliards de F CFP au 30 juin 2005 (294,2 milliards à fin juin 2004), résultat imputable notamment par un fort ralentissement de la croissance des dépôts à vue (+1,6 %, contre +13,4 % un an plus tôt).

A titre factuel, on doit noter la décision de la Général Electric Finances d'arrêter son activité d'octroi de prêts en Polynésie française. L'établissement continuera néanmoins d'assurer les dossiers en cours. Cette société financière, tournée essentiellement vers les crédits de consommation destinés aux particuliers, était présente en Polynésie depuis 2003.

1. L'évolution monétaire et financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

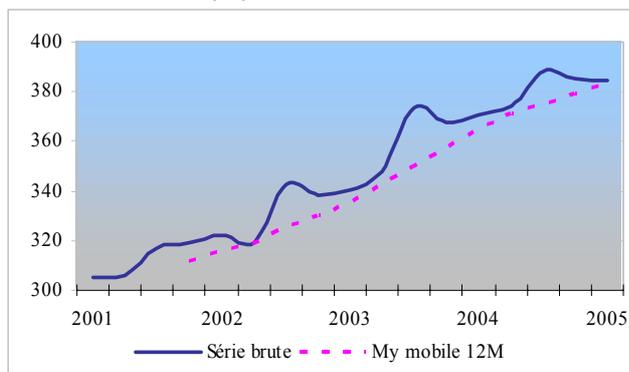
Commentaires :

Au terme du second trimestre 2005, l'ensemble des dépôts collectés par les établissements de crédit s'est élevé à 384,5 milliards de F CFP, soit une hausse de 3,7 % en glissement annuel (370,7 milliards de F CFP en juin 2004).

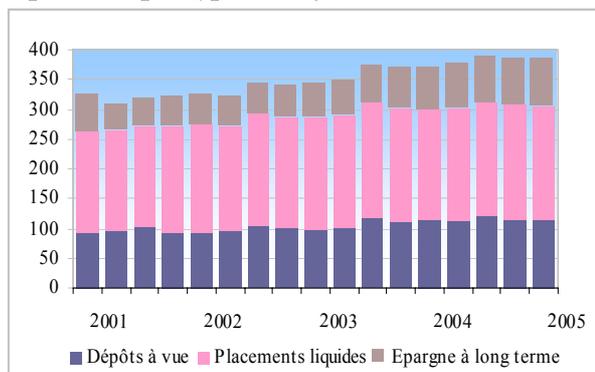
Cette croissance a été principalement stimulée par l'intérêt accru des Polynésiens envers les produits d'épargne à long terme, à l'instar des plans d'épargne logement (+26,1 %) et des OPCVM non monétaires (+12,8 %). Pour leur part, les dépôts à vue (+1,6 %) et les placements liquides (+1,4%) ont connu un succès plus mitigé.

	Montants en millions de F CFP au					Variations en glissement annuel à fin		
	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	juin-04	déc-04	juin-05
Actifs financiers.....	370 664	373 980	388 225	383 333	384 548	8,9%	3,9%	3,7%
Dépôts à vue.....	113 093	112 309	119 860	114 391	114 932	13,4%	1,8%	1,6%
Placements liquides.....	186 404	189 625	189 791	191 845	189 018	0,1%	-1,7%	1,4%
Comptes sur livret.....	79 599	82 297	81 284	80 244	78 956	13,8%	3,5%	-0,8%
Cptes d'épargne logement.	220	230	246	250	254	17,3%	14,4%	15,6%
Dépôts à terme.....	66 609	67 612	72 052	75 764	74 382	-17,3%	-6,2%	11,7%
OPCVM monétaires.....	15 078	15 421	12 110	15 245	12 232	5,1%	-21,6%	-18,9%
Divers.....	24 898	24 065	24 099	20 343	23 193	17,6%	9,6%	-6,8%
Epargne à long terme....	71 168	72 046	78 574	79 097	80 598	30,4%	24,9%	13,3%
Actions - obligations.....	5 711	5 596	5 762	5 686	5 722	-2,8%	-1,0%	0,2%
OPCVM non monétaires..	26 559	26 357	30 717	29 591	29 965	35,2%	40,5%	12,8%
Plans d'épargne logement	8 414	8 853	9 633	10 183	10 609	36,0%	32,0%	26,1%
Assurance-vie	30 484	31 240	32 462	33 637	34 302	33,3%	16,2%	12,5%

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

Commentaires :

Au 30 juin 2005, l'encours des dépôts auprès des banques et institutions financières de la place s'est accru de 3,2 % depuis juin 2004, s'élevant à 302,3 milliards de F CFP (292,8 milliards de F CFP en juin 2004).

Les dépôts à vue

Avec un encours de 114,9 milliards de F CFP (113,1 milliards de F CFP au second trimestre 2004), le rythme de progression annuel des dépôts à vue s'est nettement ralenti, passant de 13,4 % en juin 2004 à 1,6 % en juin 2005.

Les placements liquides

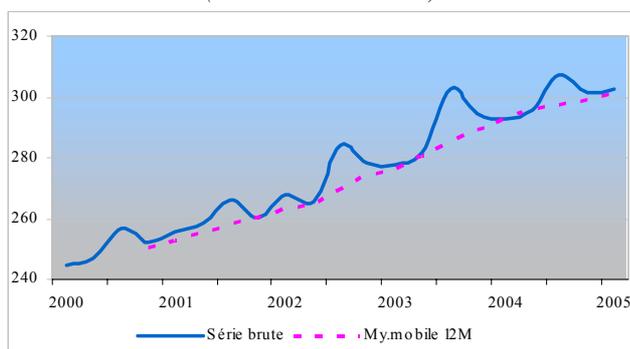
Les placements liquides (comptes sur livret, comptes d'épargne logement et autres placements liquides et à court terme), qui ont représenté 176,8 milliards de F CFP à fin juin 2005, se sont inscrits en hausse de 3,2 % en l'espace d'un an (171,3 milliards un an plus tôt).

La désaffection des épargnants polynésiens à l'encontre des comptes sur livret, desservis par la faiblesse de leur taux de rémunération, s'est confirmée au second trimestre 2005 (79 milliards de F CFP en juin 2005, contre 79,6 milliards en juin 2004).

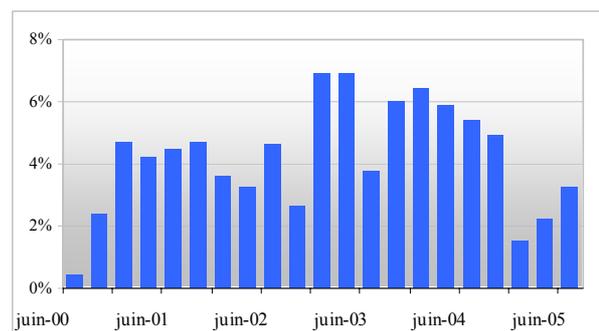
En revanche, les dépôts à terme ont connu un regain d'intérêt matérialisé par une croissance de 11,7 % (74,4 milliards de F CFP, contre 66,6 milliards).

S'agissant des placements à long terme, l'attrait des agents économiques polynésiens envers les plans d'épargne logement ne s'est pas démenti au cours du second trimestre 2005, comme en témoigne leur taux de croissance annuel de 22,9 % pour un total de 10,6 milliards de F CFP.

Dépôts collectés par les EC locaux
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel

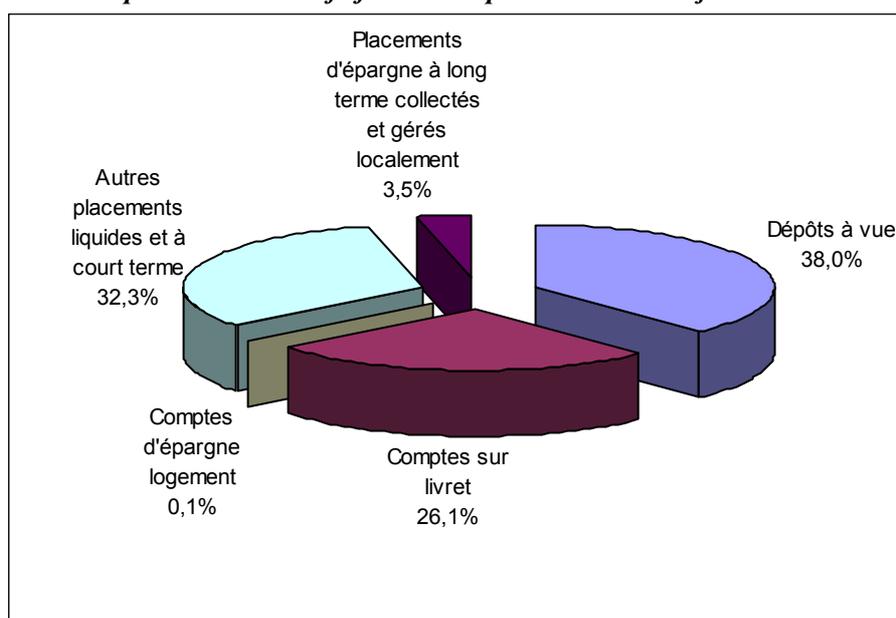


1. L'évolution monétaire et financière

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

	Montant en millions de F CFP au					Variations en glissement annuel à fin		
	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	juin-04	déc-04	juin-05
Dépôts à vue	113 093	112 309	119 860	114 391	114 932	13,4%	1,8%	1,6%
dont banques locales	107 066	106 126	113 743	107 368	108 779	13,9%	1,8%	1,6%
Comptes sur livret	79 599	82 297	81 284	80 244	78 956	13,8%	3,5%	-0,8%
Comptes d'épargne logement	220	230	246	250	254	17,3%	14,4%	15,6%
Autres placements liquides et à court terme	91 507	91 677	96 151	96 106	97 576	-10,0%	-2,7%	6,6%
Dépôts à terme	66 609	67 612	72 052	75 764	74 382	-17,3%	-6,2%	11,7%
Bons de caisse	15 903	13 990	15 315	12 801	12 789	29,1%	13,7%	-19,6%
Certificats de dépôts	8 995	10 075	8 784	7 542	10 405	1,5%	3,1%	15,7%
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	284 419	286 513	297 541	290 991	291 718	4,7%	0,7%	2,6%
dont banques locales	278 393	280 330	291 424	283 969	285 565	4,7%	0,7%	2,6%
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	8 634	8 853	9 633	10 183	10 609	39,5%	32,0%	22,9%
Plans d'épargne logement	8 634	8 853	9 633	10 183	10 609	39,5%	32,0%	22,9%
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	293 053	295 366	307 174	301 174	302 328	5,5%	1,5%	3,2%
dont banques locales	287 027	289 183	301 057	294 151	296 174	5,5%	1,5%	3,2%

Répartition des actifs financiers par nature au 30 juin 2005



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Commentaires :

L'épargne collectée localement pour le compte d'institutions extérieures a également connu un net ralentissement. Elle représentait un volume de 82,2 milliards de F CFP (+5,6 % en juin 2005 contre +24,1 % un an plus tôt).

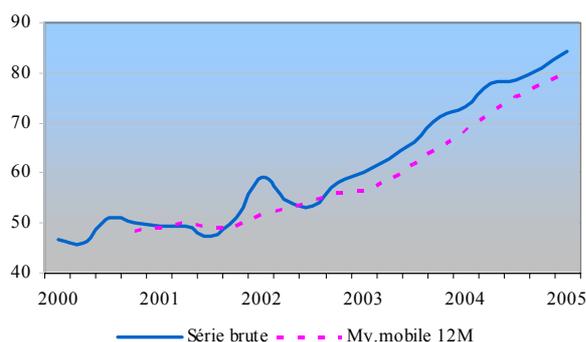
Placements liquides et à court terme

Les placements liquides et à court terme, constitués uniquement d'OPCVM monétaires, se sont inscrits en net repli : d'une valeur de 15,1 milliards de F CFP en juin 2004, ils sont passés à 12,2 milliards en juin 2005, soit -18,9 % en l'espace de douze mois.

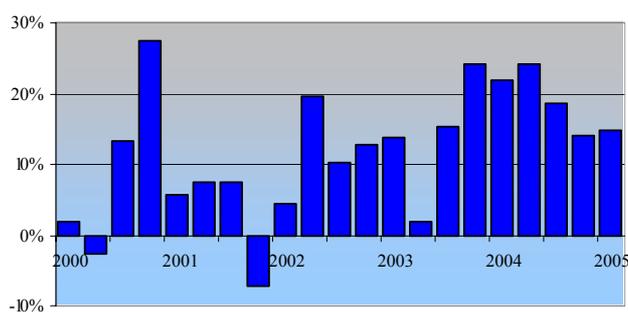
Placements d'épargne à long terme

A l'inverse, les placements d'épargne à long terme ont attiré les faveurs des épargnants polynésiens. Leur encours a augmenté de 11,5 % en un an pour atteindre près de 70 milliards de F CFP (62,8 milliards au second trimestre 2004). Cette évolution favorable a été soutenue par le dynamisme affiché par ses deux principales composantes que sont les produits d'assurance-vie (+12,5 %) et les OPCVM non monétaires (+12,8%).

Epargne gérée par les EC HZE
(en milliards de F CFP)



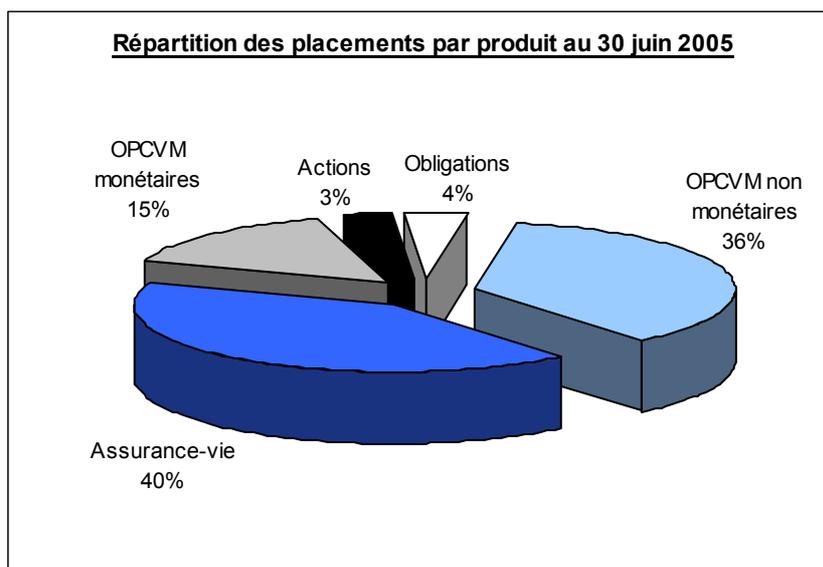
Variations trimestrielles en glissement annuel



1. L'évolution monétaire et financière

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

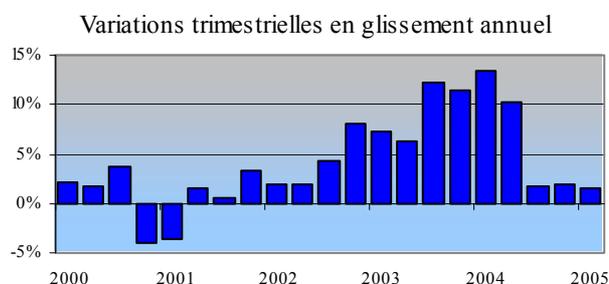
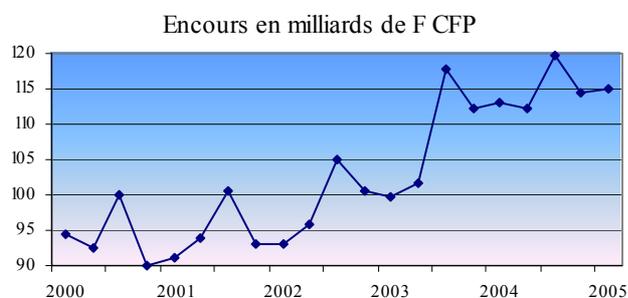
	Montant en millions de F CFP au					Variations en glissement annuel à fin		
	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	juin-04	déc-04	juin-05
Placements liquides et à court terme	15 078	15 421	12 110	15 245	12 232	5,1%	-21,6%	-18,9%
OPCVM monétaires	15 078	15 421	12 110	15 245	12 232	5,1%	-21,6%	-18,9%
Placements d'épargne à long terme	62 754	63 193	68 941	68 914	69 989	29,7%	24,0%	11,5%
Actions	2 402	2 297	2 571	2 538	2 665	13,3%	6,8%	11,0%
Obligations	3 310	3 299	3 191	3 148	3 057	-11,9%	-6,5%	-7,6%
OPCVM non monétaires	26 559	26 357	30 717	29 591	29 965	35,2%	40,5%	12,8%
Assurances-vie	30 484	31 240	32 462	33 637	34 302	33,3%	16,2%	12,5%
TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE	77 831	78 614	81 051	84 159	82 221	24,1%	14,0%	5,6%



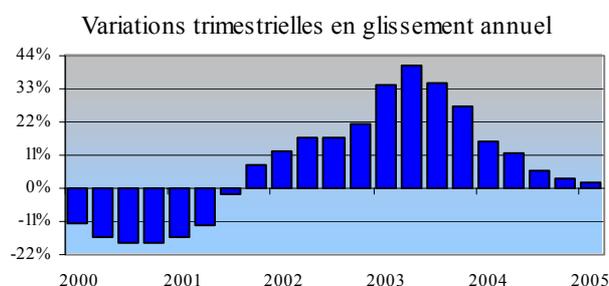
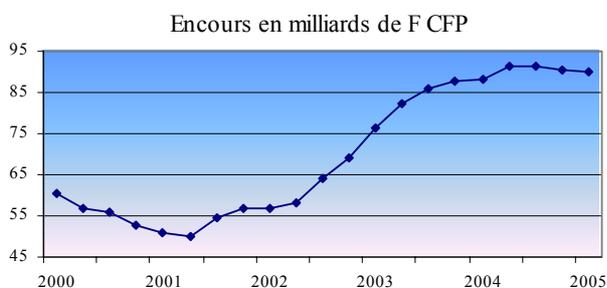
1. L'évolution monétaire et financière

L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

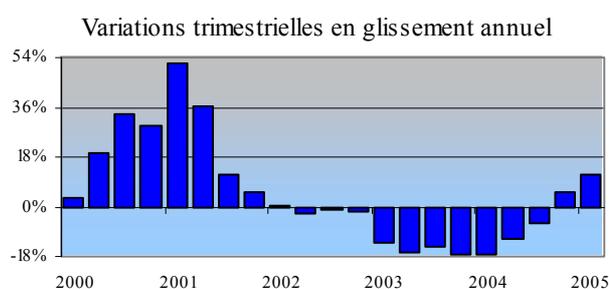
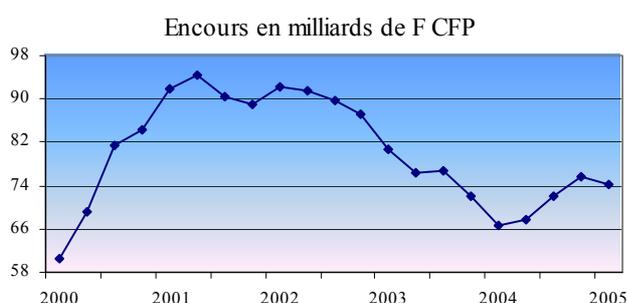
Dépôts à vue



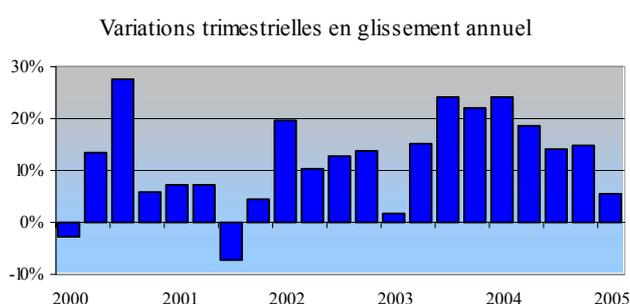
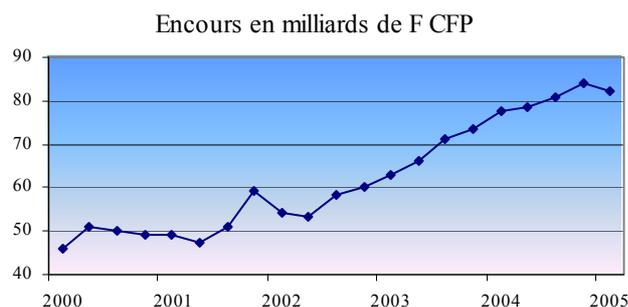
Comptes d'épargne à régime spécial



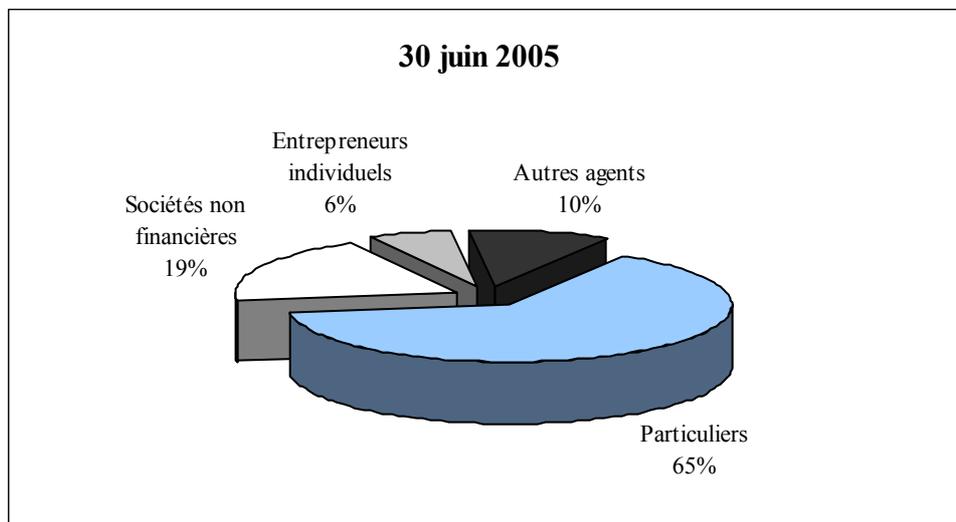
Comptes créditeurs à terme



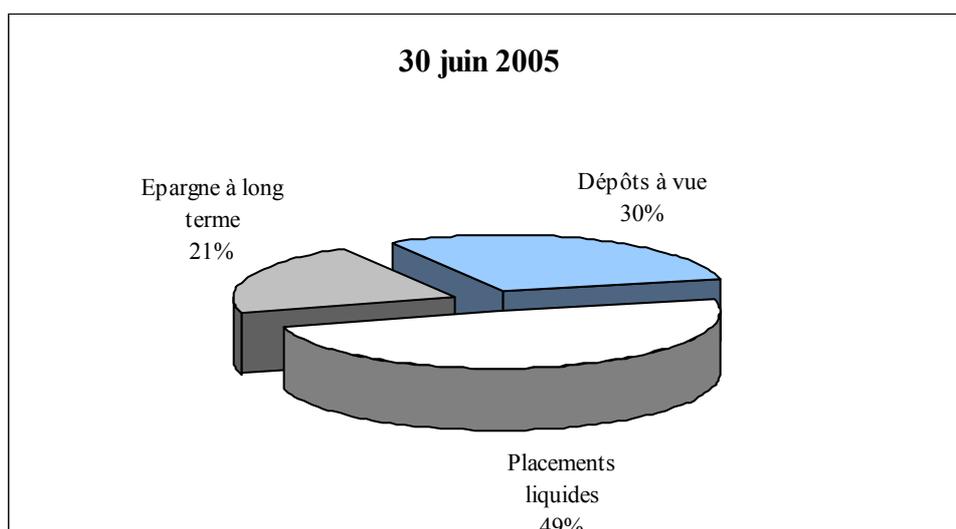
Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENT ECONOMIQUE



REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR CATEGORIE DE PRODUITS



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.4 Actifs financiers par agent économique

DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

	Montant en millions de F CFP au						Variations en glissement annuel à fin		
	30/06/04	Parts	31/12/04	Parts	30/06/05	Parts	juin-04	déc-04	juin-05
Dépôts à vue	113 093		119 860		114 933		13,4%	1,8%	1,6%
Sociétés non financières	42 229	37%	48 470	40%	40 165	35%	19,8%	- 1,8%	- 4,9%
Entrepreneurs individuels	11 287	10%	12 851	11%	12 078	11%	4,7%	9,4%	7,0%
Particuliers	50 611	45%	48 357	40%	51 766	45%	11,9%	4,5%	2,3%
Autres agents résidents	7 254	6%	7 765	6%	9 168	8%	- 0,2%	-17,2%	26,4%
Non résidents	1 712	2%	2 416	2%	1 756	2%	43,9%	133,3%	2,5%
Autres dépôts	162 331		168 898		166 381		- 4,1%	- 0,1%	2,5%
Sociétés non financières	27 372	17%	30 273	18%	27 822	17%	16,1%	8,1%	1,6%
Entrepreneurs individuels	10 598	7%	10 569	6%	9 460	6%	- 9,3%	- 8,3%	-10,7%
Particuliers	118 899	73%	122 635	73%	122 966	74%	- 7,0%	- 1,0%	3,4%
Autres agents résidents	4 187	3%	3 907	2%	4 003	2%	- 7,7%	-11,5%	- 4,4%
Non résidents	1 276	1%	1 514	1%	2 130	1%	-18,3%	23,3%	67,0%
Total des dépôts locaux à CT (hors CDD)	275 424		288 758		281 315		2,4%	0,7%	2,1%
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	8 634		9 633		10 609		-	32,0%	22,9%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	411	5%	432	4%	490	5%	-	28,2%	19,1%
Particuliers	8 223	95%	9 200	96%	10 119	95%	-	32,2%	23,1%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépôts locaux à LT	8 634		9 633		10 609		-	-	22,9%
Sociétés non financières	69 601	25%	78 743	27%	67 987	24%	18,3%	1,8%	- 2,3%
Entrepreneurs individuels	22 297	8%	23 852	8%	22 028	8%	0,6%	2,5%	- 1,2%
Particuliers	177 732	65%	180 192	62%	184 852	66%	6,3%	5,9%	4,0%
Autres agents résidents	11 440	4%	11 672	4%	13 171	5%	- 3,1%	-15,4%	15,1%
Non résidents	2 988	1%	3 930	1%	3 886	1%	8,6%	73,7%	30,0%
Certificats de dépôts (CDD)	8 995		8 784		10 405		1,5%	3,1%	15,7%
TOTAL	293 053		307 175		302 329		5,5%	1,5%	3,2%

ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

Montant en millions de F CFP au	Montant en millions de F CFP au						Variations en glissement annuel à fin		
	30/06/04	Parts	31/12/04	Parts	30/06/05	Parts	juin-04	déc-04	juin-05
Total	77 831		81 051		84 159		24,1%	14,0%	8,1%
Sociétés non financières	3 697	5%	2 952	4%	3 507	4%	-37,9%	-57,1%	-28,9%
Entrepreneurs individuels	773	1%	929	1%	955	1%	237,9%	-47,9%	275,8%
Particuliers	57 675	74%	57 337	71%	58 551	70%	22,9%	10,0%	5,2%
Autres agents résidents	15 687	20%	19 833	24%	21 146	25%	63,1%	92,7%	69,1%

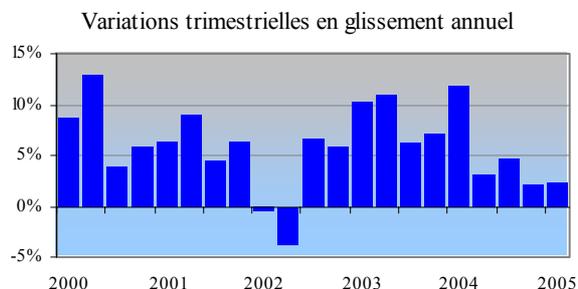
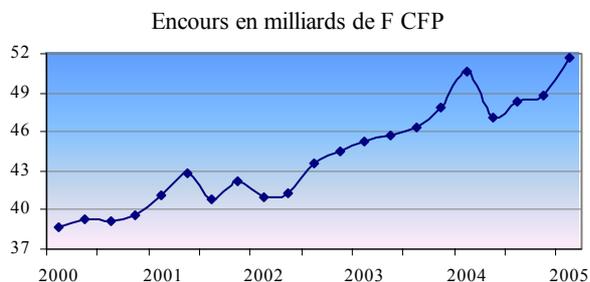
Commentaires :

La structure de l'épargne par agent économique apparaît comme telle :

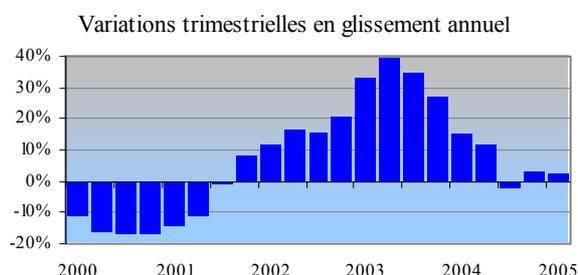
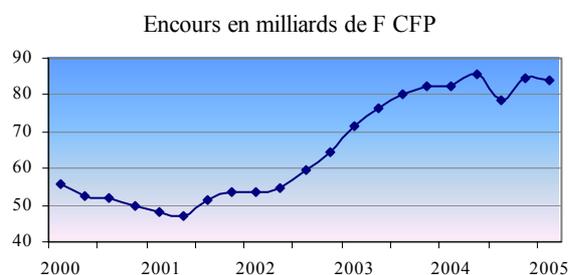
- les particuliers détiennent 66 % du total des dépôts des établissements de crédit locaux et 70 % de ceux gérés par des institutions extérieures, avec des encours respectifs de 184,9 et 58,9 milliards de F CFP ;
- les sociétés non financières concentrent 24 % de l'encours des dépôts collectés par les banques locales (68 milliards de F CFP) et 4 % de celui géré par les établissements situés hors de la zone d'émission (3,5 milliards) ;
- le reste des agents (entrepreneurs individuels, non résidents et collectivités publiques) représente, en cumul, 14 % de l'encours total des dépôts collectés localement.

LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

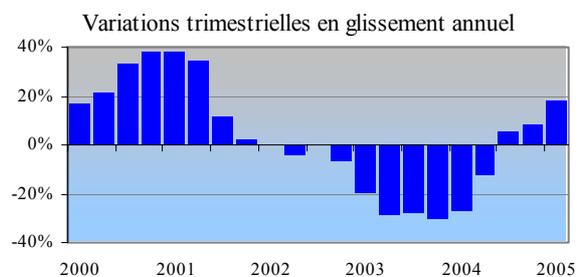
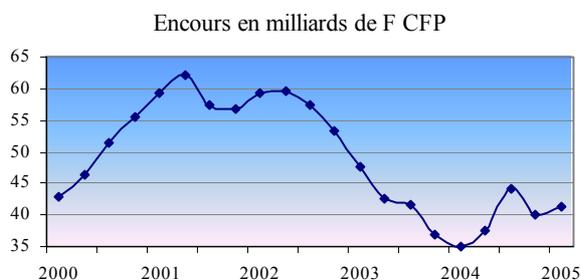
Dépôts à vue



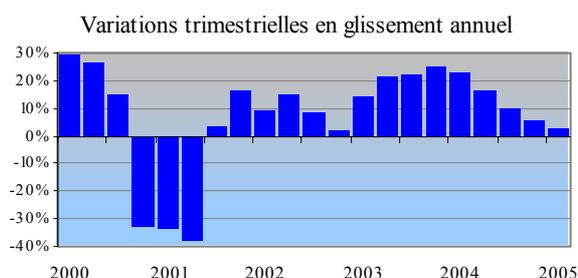
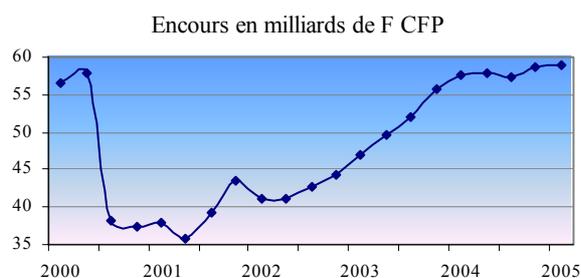
Comptes d'épargne à régime spécial



Comptes créditeurs à terme



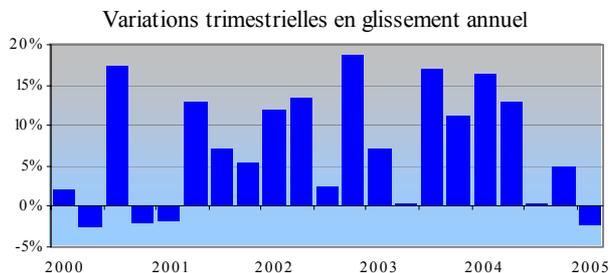
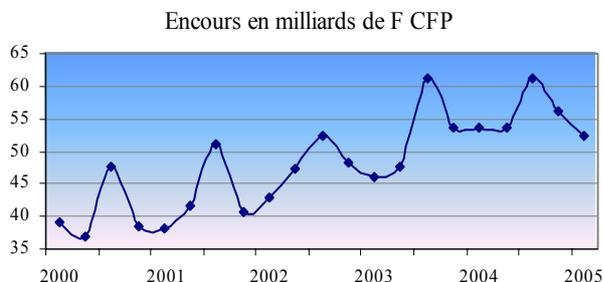
Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



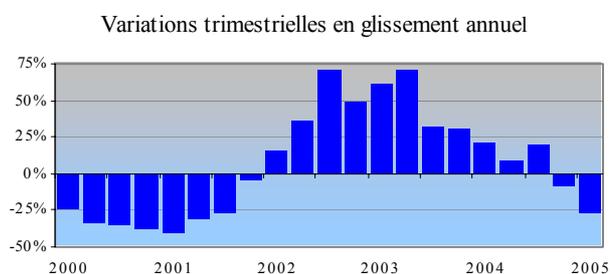
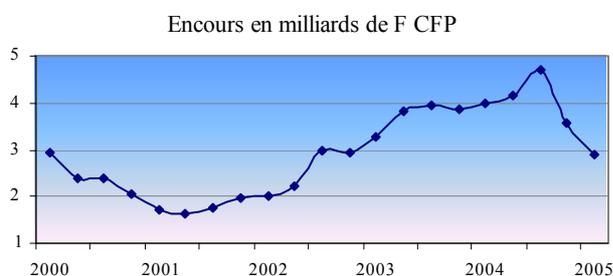
1. L'évolution monétaire et financière

LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

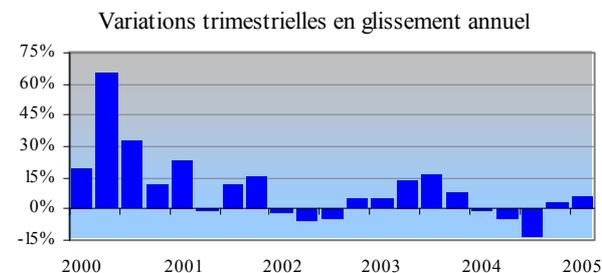
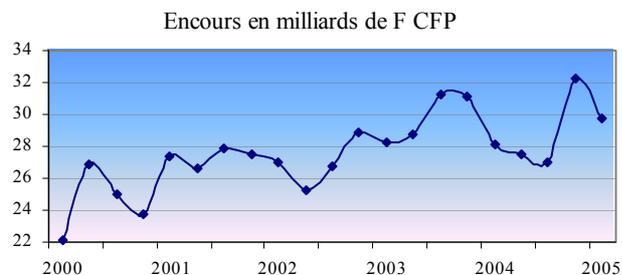
Dépôts à vue



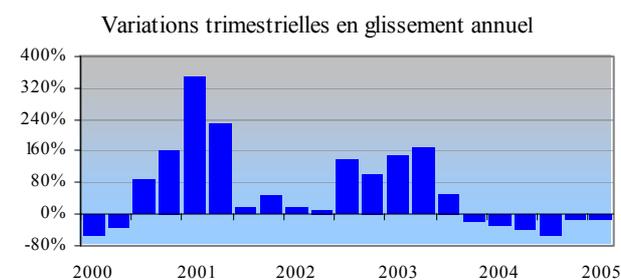
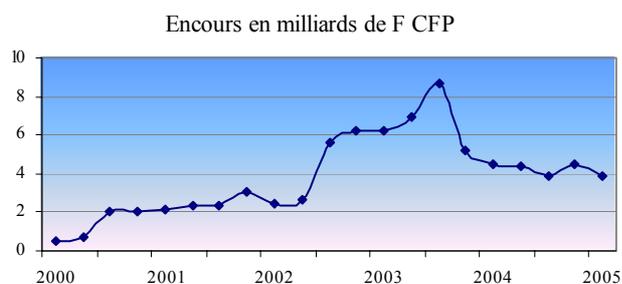
Comptes d'épargne à régime spécial



Comptes créditeurs à terme



Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



1. L'évolution monétaire et financière

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place

Commentaires :

Le montant total des concours bancaires octroyés sur la place s'est élevé à 437,7 milliards de F CFP au 30 juin 2005, dont 81 % ont été accordés par les banques locales. Son rythme de progression a été de 5,9 % sur les douze derniers mois contre 8,3 % entre juin 2003 et juin 2004. L'encours global est principalement réparti entre crédits à l'habitat (29,2 %), crédits de trésorerie (26 %) et crédits d'équipement (25,3 %).

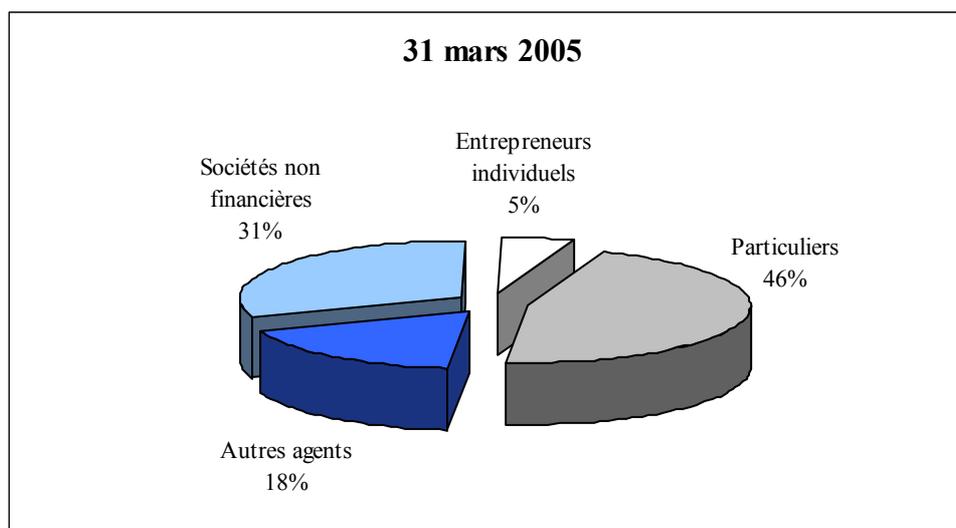
Les crédits à l'habitat ont représenté un encours de 127,6 milliards de F CFP, en augmentation de 8,6 % par rapport au second trimestre 2004, sous l'impulsion des particuliers qui en ont été les principaux bénéficiaires (86,4 % du volume octroyé).

Avec un encours de 110,5 milliards de F CFP au 30 juin 2005, les crédits à l'équipement n'ont crû que de 2,5 % en glissement annuel, en raison du repli des crédits accordés par les établissements situés hors de la zone d'émission (-1,1 %), qui comptent pour 51,6 % du total.

Pour leur part, les crédits de trésorerie, essentiellement octroyés par les banques locales (96,8 % de l'encours) ont atteint 113,8 milliards de F CFP à fin juin 2005, s'inscrivant en hausse de 9,4 % en l'espace d'un an.

S'agissant des indicateurs de vulnérabilité, les comptes ordinaires débiteurs ont reculé de 3 % tandis que les créances douteuses nettes ont progressé de 3,1 %. La part des créances douteuses brutes sur l'encours global, est, quant à elle, restée inchangée par rapport à juin 2004, à 4,4 %.

Ventilation par agent économique de l'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place



1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE

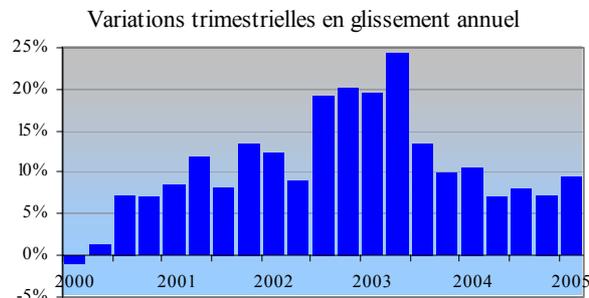
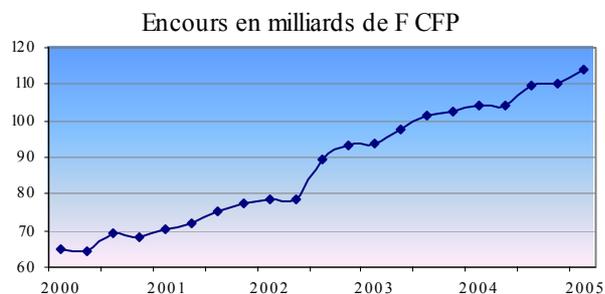
(toutes zones d'émission confondues)

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004	30/06/2005
Créances commerciales	3 399	3 873	3 109	2 639	3 194	- 7,9%	-11,5%	- 6,0%	0,8%	0,7%	0,7%
Sociétés non financières	3 146	3 680	2 971	2 487	2 997	- 8,2%	- 6,3%	- 4,7%	0,8%	0,7%	0,7%
Entrepreneurs individuels	250	187	134	152	197	- 5,6%	-60,3%	-21,3%	0,1%	0,0%	0,0%
Particuliers	0	0	0	0	0						
Autres agents résidents	0	0	0	0	0						
Non résidents	3	6	4	0	0						
Crédits de trésorerie	104 055	104 437	109 807	109 922	113 795	10,6%	8,0%	9,4%	25,2%	25,3%	26,0%
Sociétés non financières	29 739	28 865	31 892	31 882	33 283	8,3%	9,2%	11,9%	7,2%	7,4%	7,6%
Entrepreneurs individuels	5 074	4 888	4 961	4 805	5 372	6,0%	5,3%	5,9%	1,2%	1,1%	1,2%
Particuliers	66 534	67 926	70 164	70 680	71 787	9,6%	6,7%	7,9%	16,1%	16,2%	16,4%
Autres agents résidents	2 673	2 722	2 751	2 523	3 325	138,2%	40,4%	24,4%	0,6%	0,6%	0,8%
Non résidents	35	36	39	32	29	50,0%	50,0%	-16,6%			
Crédits à l'équipement	107 815	107 769	112 646	111 560	110 548	1,6%	3,3%	2,5%	26,1%	26,0%	25,3%
Sociétés non financières	44 620	44 116	47 518	48 222	48 091	- 1,0%	- 4,8%	7,8%	10,8%	11,0%	11,0%
Entrepreneurs individuels	5 263	5 180	5 142	5 006	5 134	- 2,3%	- 4,4%	- 2,5%	1,3%	1,2%	1,2%
Particuliers	0	0	0	0	0						
Autres agents résidents	55 751	56 481	58 076	56 383	55 358	0,2%	8,1%	- 0,7%	13,5%	13,4%	12,6%
Non résidents	2 181	1 992	1 910	1 949	1 965						
Crédits à l'habitat	117 444	120 142	121 725	124 111	127 597	9,6%	6,9%	8,6%	28,4%	28,1%	29,2%
Sociétés non financières	9 048	9 609	10 557	10 681	10 944	42,6%	30,5%	21,0%	2,2%	2,4%	2,5%
Entrepreneurs individuels	4 606	4 764	4 882	5 060	5 186	12,6%	9,3%	12,6%	1,1%	1,1%	1,2%
Particuliers	102 875	104 767	105 931	107 105	110 188	7,2%	5,4%	7,1%	24,9%	24,4%	25,2%
Autres agents résidents	723	756	99	959	900	- 1,8%	-85,6%	24,4%	0,2%	0,0%	0,2%
Non résidents	192	246	256	304	379		122,6%	97,4%	0,0%	0,1%	0,1%
Comptes ordinaires débiteurs	19 738	19 896	23 126	20 471	19 140	3,0%	6,4%	- 3,0%	4,8%	5,3%	4,4%
Sociétés non financières	13 531	13 326	17 601	14 152	13 374	0,7%	18,3%	- 1,2%	3,3%	4,1%	3,1%
Entrepreneurs individuels	1 405	1 295	1 289	1 215	1 499	-20,9%	-19,8%	6,7%	0,3%	0,3%	0,3%
Particuliers	3 316	3 336	2 447	3 431	3 546	- 2,2%	-35,3%	6,9%	0,8%	0,6%	0,8%
Autres agents résidents	1 002	1 486	1 388	1 342	691	79,4%	33,5%	-31,0%	0,2%	0,3%	0,2%
Non résidents	485	453	401	330	30		- 4,5%	-93,8%	0,1%	0,1%	0,0%
Autres crédits	38 459	39 161	39 185	39 465	42 073	21,9%	10,5%	9,4%	9,3%	9,0%	9,6%
Sociétés non financières	23 176	23 553	22 462	20 405	22 361	28,8%	0,3%	- 3,5%	5,6%	5,2%	5,1%
Entrepreneurs individuels	3 904	3 989	3 959	3 947	3 750	28,2%	25,6%	- 3,9%	0,9%	0,9%	0,9%
Particuliers	7 804	8 515	9 024	9 553	9 849	13,2%	27,0%	26,2%	1,9%	2,1%	2,3%
Autres agents résidents	2 794	2 695	3 115	4 976	5 315	- 7,3%	11,5%	90,2%	0,7%	0,7%	1,2%
Non résidents	781	409	625	585	798	27,8%	ns	ns	0,2%	0,1%	0,2%
Créances douteuses nettes	7 148	7 251	6 964	6 689	6 114	26,7%	18,2%	-14,5%	1,7%	1,6%	1,4%
Sociétés non financières	2 469	2 600	2 013	1 770	1 566	14,2%	-14,8%	-36,6%	0,6%	0,5%	0,4%
Entrepreneurs individuels	1 237	1 233	1 026	2 222	1 156	34,5%	-26,2%	- 6,5%	0,3%	0,2%	0,3%
Particuliers	3 272	3 250	3 746	2 523	3 216	28,0%	75,9%	- 1,7%	0,8%	0,9%	0,7%
Autres agents résidents	9	11	11	7	7	47,1%	57,5%	-17,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	161	157	168	166	168	ns	ns	ns	0,0%	0,0%	0,0%
Autres concours non ventilés	3 913	3 984	5 136	2 890	1 860	4,8%	23,5%	-52,5%	0,9%	1,2%	0,4%
TOTAL NET	401 971	406 513	421 698	417 747	424 321	8,3%	6,7%	5,6%	97,3%	97,3%	96,9%
Sociétés non financières	124 922	125 432	135 014	129 600	132 616	7,8%	3,9%	6,2%	30,2%	31,2%	30,3%
Entrepreneurs individuels	21 737	21 536	21 393	22 409	22 294	7,2%	1,7%	2,6%	5,3%	4,9%	5,1%
Particuliers	183 178	186 673	191 312	193 292	198 586	8,0%	6,7%	8,4%	44,3%	44,1%	45,4%
Autres agents résidents	62 952	64 922	65 440	66 190	65 596	3,0%	8,7%	4,2%	15,2%	15,1%	15,0%
Non résidents	3 677	3 299	3 403	3 367	3 369	496,1%	497,0%	- 8,4%	0,9%	0,8%	0,8%
non ventilés par agents résidents	3 913	3 984	5 136	2 890	1 860	4,8%	11,5%	211,5%	0,9%	1,2%	0,4%
Provisions non ventilées	11 229	11 573	11 640	11 095	13 351	6,4%	7,1%	18,9%	2,7%	2,7%	3,1%
TOTAL BRUT	413 200	418 086	433 338	428 841	437 672	8,3%	6,7%	5,9%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	4,4%	4,2%	4,3%	4,1%	4,4%	4,8%	7,1%	0,0%			
Taux de provisionnement	61,1%	65,6%	62,6%	62,4%	68,6%	- 6,2%	- 2,0%	12,2%			

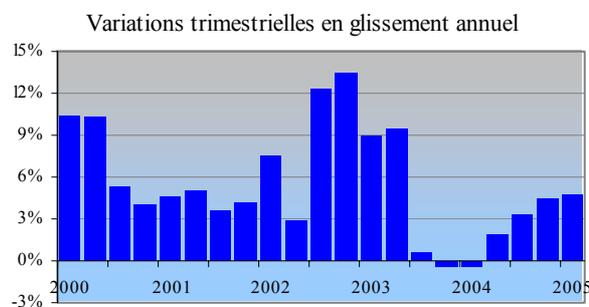
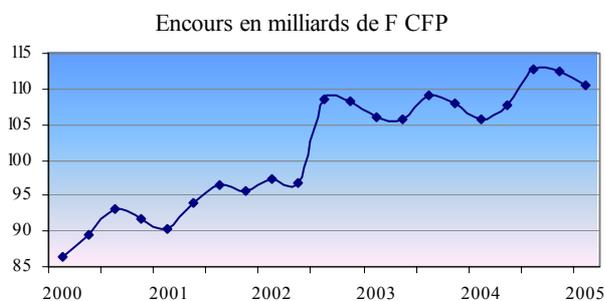
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

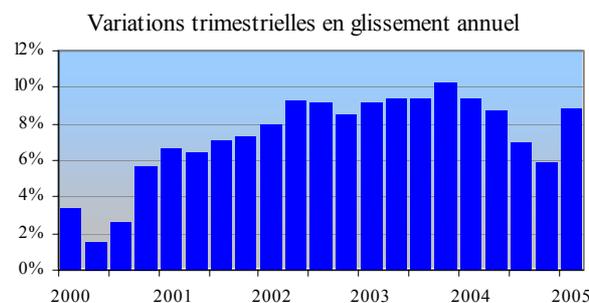
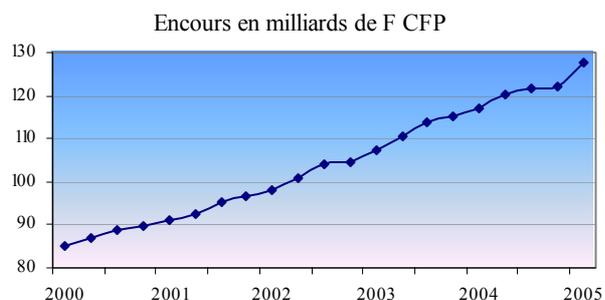
Crédits de trésorerie



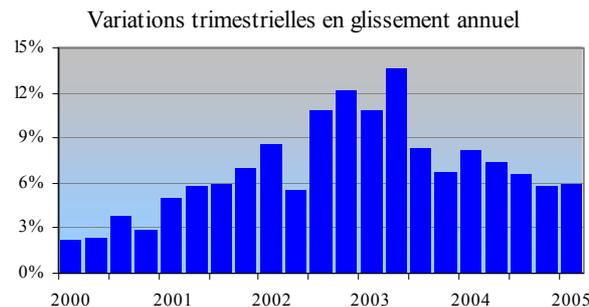
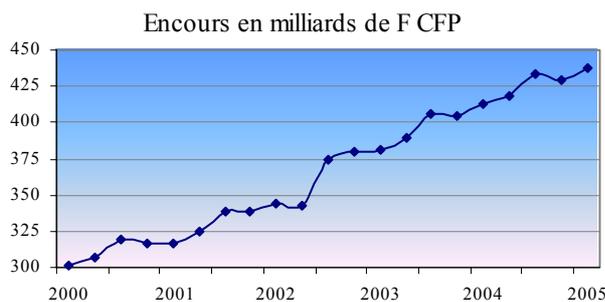
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat

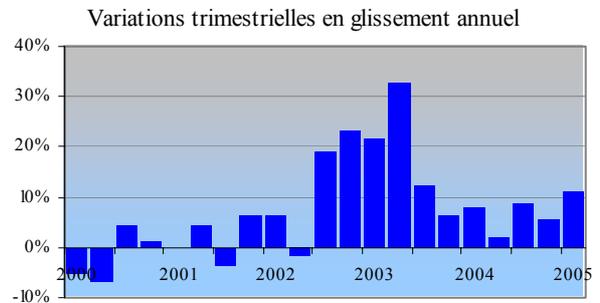
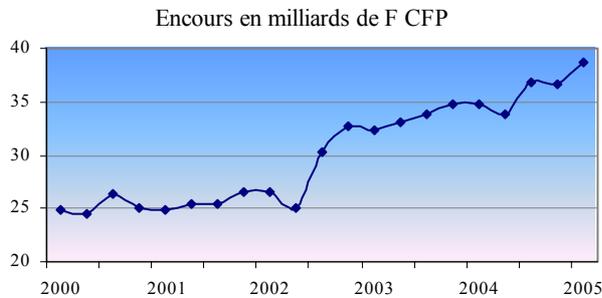


Ensemble des crédits

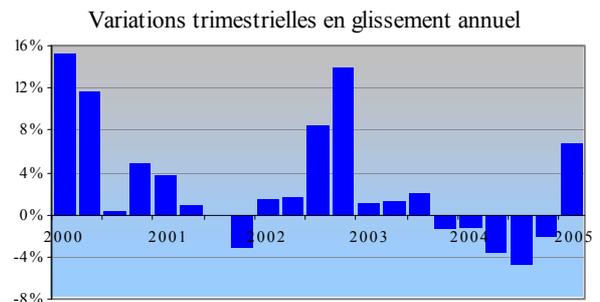
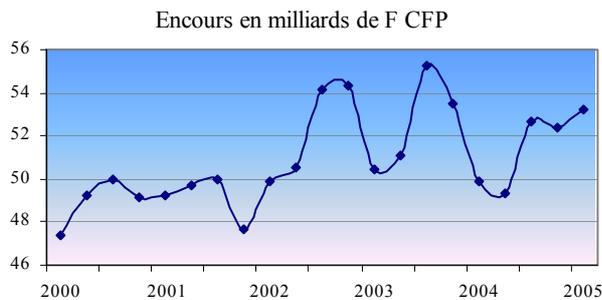


LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS SUR LA PLACE

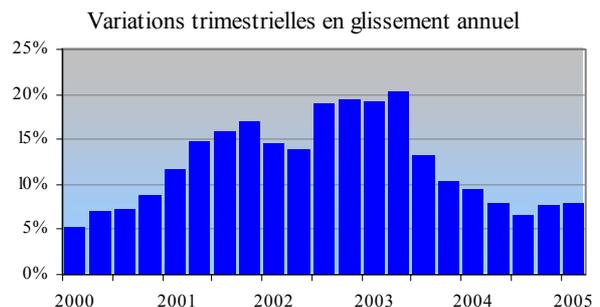
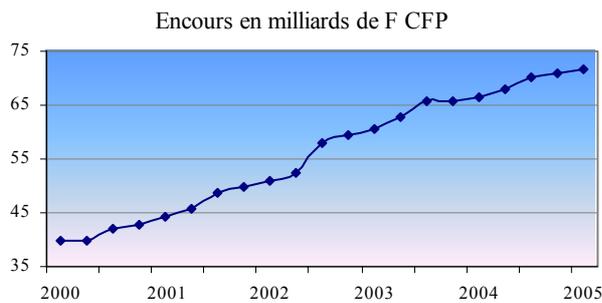
Crédits de trésorerie accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



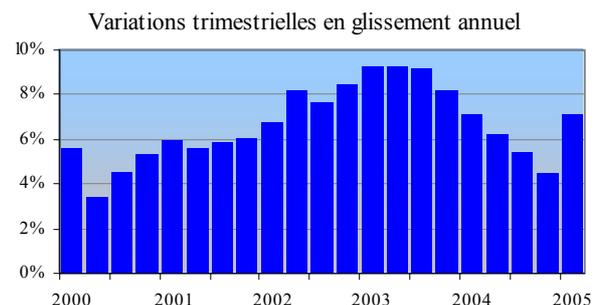
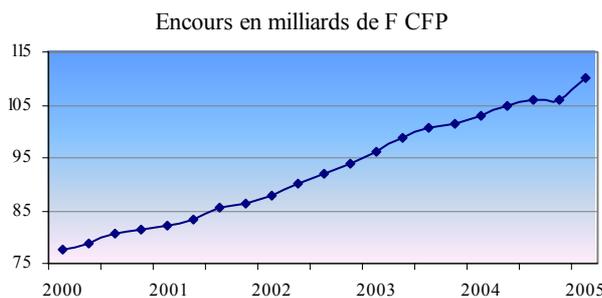
Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

Commentaires :

Avec un encours global de 354,3 milliards de F CFP au terme du second trimestre 2005, les crédits accordés par les établissements de crédit locaux ont poursuivi leur progression avec un rythme de croissance qui a néanmoins ralenti (+7,3 % en juin 2005 contre +9,3 % un an plus tôt).

Répartition et évolution des concours par catégorie

A la faveur de l'accroissement de 10,4 % de leur encours par rapport au second trimestre 2004, les crédits de trésorerie sont devenus le premier poste des crédits accordés par les banques locales, totalisant 110,2 milliards de F CFP, soit 31,1 % du total.

Ils devancent de peu les crédits à l'habitat, qui ont connu un rythme de croissance annuel de +7,5 %, identique à celui de juin 2004. Ils se sont élevés à 109,4 milliards de F CFP (30,9 % de l'encours global), dont 92,8 milliards ont été empruntés par les particuliers.

Troisième poste en termes de volume (15,1 % de l'ensemble des concours de caractère bancaire), les crédits à l'équipement ont vu leur encours augmenter de 6,7 % pour atteindre 53,6 milliards de F CFP.

La qualité du portefeuille de clientèle des banques locales est restée globalement satisfaisante avec la baisse de 3 % des découverts bancaires (19,1 milliards de F CFP) et celle des créances douteuses brutes de tous les agents économiques hormis les particuliers pour qui elles se sont accrues de 24,1 % sur l'année. Le taux de provisionnement est passé de 65,3 % à 67 %.

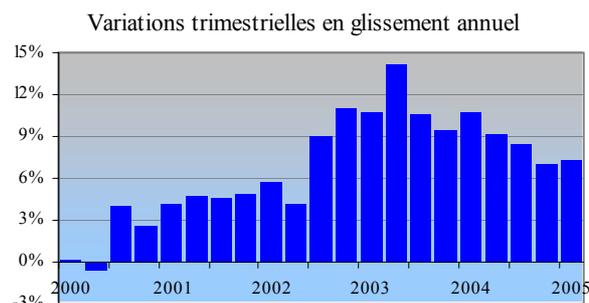
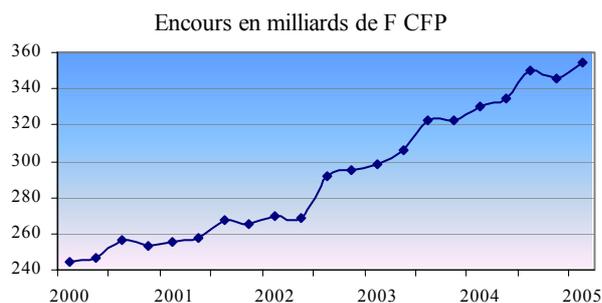
Répartition et évolution des concours par agent économique

A fin juin 2005, la structure du portefeuille des banques locales par agent économique a peu évolué par rapport à la même période en 2004. Avec une augmentation de 8,3 %, l'encours des particuliers représente la moitié des concours accordés en valeur, soit 177,4 milliards de F CFP. Ces crédits ont été consacrés essentiellement au financement de leur habitat, avec 92,8 milliards de F CFP (+5,7 % sur l'année), et à celui de leur consommation, avec 68,2 milliards de F CFP (+9,5 %).

Les crédits octroyés aux sociétés non financières ont continué de croître mais de manière moins soutenue. Avec un encours de 126,3 milliards de F CFP comptant pour 35,7 % du total, ceux-ci ont crû de 5,8 % en juin 2005, contre 11,7 % à la même date un an plus tôt. Les principaux concours bancaires sollicités par les sociétés non financières ont été les crédits à l'équipement, d'un montant de 42,8 milliards de F CFP (+6,3 % en glissement annuel) et les crédits de trésorerie, à 33,3 milliards de F CFP (+11,9 %). La santé financière de ces agents semble s'être améliorée, en attestent les baisses conjointes de leurs comptes ordinaires débiteurs (-1,2 %) et de leurs créances douteuses brutes (-2,8 %).

Enfin, l'encours des crédits consentis aux entrepreneurs individuels (6,3 % des concours) a été supérieur de 2,6 % à celui de juin 2004 (22,3 milliards de F CFP contre 21,7 milliards). Ceux-ci ont semblé vouloir privilégier le financement de leur habitat personnel (+12,6 %) et l'assainissement de leur trésorerie (+5,9 %) au détriment de l'équipement de leur entreprise (-2,5 %).

Ensemble des crédits



1. L'évolution monétaire et financière

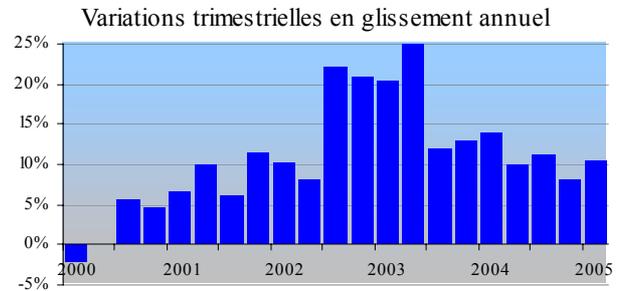
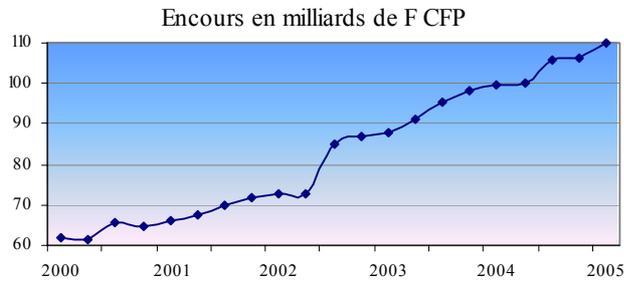
CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004	30/06/2005
Créances commerciales	3 399	3 873	3 109	2 639	3 194	- 7,9%	-11,5%	- 6,0%	1,0%	0,9%	0,9%
Sociétés non financières	3 146	3 680	2 971	2 487	2 997	- 8,2%	- 6,3%	- 4,7%	92,6%	95,6%	93,8%
Entrepreneurs individuels	250	187	134	152	197	- 5,6%	-60,3%	-21,3%	7,3%	4,3%	6,2%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	3	6	4	-	0	-	-	-94,3%	-	0,1%	0,0%
Crédits de trésorerie	99 809	99 887	105 935	106 199	110 197	13,9%	11,3%	10,4%	30,2%	30,3%	31,1%
Sociétés non financières	29 739	28 865	31 892	31 870	33 283	15,9%	16,5%	11,9%	29,8%	30,1%	30,2%
Entrepreneurs individuels	5 074	4 888	4 961	4 805	5 372	6,0%	5,3%	5,9%	5,1%	4,7%	4,9%
Particuliers	62 288	63 376	66 292	66 968	68 188	11,1%	8,5%	9,5%	62,4%	62,6%	61,9%
Autres agents résidents	2 673	2 722	2 751	2 523	3 325	138,2%	40,4%	24,4%	2,7%	2,6%	3,0%
Non résidents	35	36	39	32	29	-	50,0%	-16,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Crédits à l'équipement	50 210	50 003	53 398	53 362	53 560	8,7%	3,6%	6,7%	15,2%	15,3%	15,1%
Sociétés non financières	40 234	39 806	42 824	42 705	42 775	2,8%	- 1,4%	6,3%	80,1%	80,2%	79,9%
Entrepreneurs individuels	5 263	5 180	5 142	5 006	5 134	- 2,3%	- 4,4%	- 2,5%	10,5%	9,6%	9,6%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	2 531	3 025	3 522	3 702	3 687	51,1%	29,0%	45,6%	5,0%	6,6%	6,9%
Non résidents	2 181	1 992	1 910	1 949	1 965	-	-	- 9,9%	-	3,6%	3,7%
Crédits à l'habitat	101 778	103 738	105 971	106 425	109 432	7,5%	6,7%	7,5%	30,8%	30,3%	30,9%
Sociétés non financières	9 048	9 609	10 557	10 681	10 944	42,6%	30,5%	21,0%	8,9%	10,0%	10,0%
Entrepreneurs individuels	4 606	4 764	4 882	5 060	5 186	12,6%	9,3%	12,6%	4,5%	4,6%	4,7%
Particuliers	87 813	89 013	90 177	90 285	92 835	4,4%	4,2%	5,7%	86,3%	85,1%	84,8%
Autres agents résidents	119	106	99	93	88	-24,1%	-32,4%	-26,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Non résidents	192	246	256	304	379	-	122,6%	97,4%	-	0,2%	0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	19 738	19 896	23 126	20 471	19 140	3,0%	6,4%	- 3,0%	6,0%	6,6%	5,4%
Sociétés non financières	13 531	13 326	17 601	14 152	13 374	0,7%	18,3%	- 1,2%	68,6%	76,1%	69,9%
Entrepreneurs individuels	1 405	1 295	1 289	1 215	1 499	-20,9%	-19,8%	6,7%	7,1%	5,6%	7,8%
Particuliers	3 316	3 336	2 447	3 431	3 546	- 2,2%	-35,3%	6,9%	16,8%	10,6%	18,5%
Autres agents résidents	1 002	1 486	1 388	1 342	691	79,4%	33,5%	-31,0%	5,1%	6,0%	3,6%
Non résidents	485	453	401	330	30	-	- 4,5%	-93,8%	-	1,7%	0,2%
Autres crédits	35 039	35 779	35 429	36 313	39 083	26,0%	11,0%	11,5%	10,6%	10,1%	11,0%
Sociétés non financières	22 036	22 414	21 272	19 397	21 398	31,7%	0,3%	- 2,9%	62,9%	60,0%	54,8%
Entrepreneurs individuels	3 904	3 989	3 959	3 947	3 750	28,2%	25,6%	- 3,9%	11,1%	11,2%	9,6%
Particuliers	7 785	8 496	9 005	9 533	9 831	13,2%	27,0%	26,3%	22,2%	25,4%	25,2%
Autres agents résidents	533	471	568	2 851	3 305	- 2,1%	21,0%	520,2%	1,5%	1,6%	8,5%
Non résidents	781	409	625	585	798	27,8%	ns	2,2%	2,2%	1,8%	2,0%
Créances douteuses nettes	5 717	5 850	6 758	6 470	5 895	-35,1%	35,9%	3,1%	1,7%	1,9%	1,7%
Sociétés non financières	1 661	1 848	2 013	1 770	1 566	-23,1%	2,9%	- 5,7%	29,1%	29,8%	26,6%
Entrepreneurs individuels	1 237	1 233	1 026	2 222	1 156	34,5%	-26,2%	- 6,5%	21,6%	15,2%	19,6%
Particuliers	2 649	2 601	3 540	2 304	2 998	26,1%	119,2%	13,2%	46,3%	52,4%	50,8%
Autres agents résidents	9	11	11	7	7	47,1%	57,5%	-17,5%	0,2%	0,2%	0,1%
Non résidents	161	157	168	166	168	ns	ns	4,1%	2,8%	2,5%	2,8%
Autres concours non ventilés	3 913	3 984	5 136	2 890	1 860	8,0%	23,5%	-52,5%	3,3%	4,0%	1,5%
TOTAL NET	319 602	323 010	338 862	334 768	342 361	9,6%	8,5%	7,1%	96,7%	96,8%	96,6%
Sociétés non financières	119 397	119 548	129 130	123 063	126 338	11,7%	7,5%	5,8%	36,1%	36,9%	35,7%
Entrepreneurs individuels	21 737	21 536	21 393	22 409	22 294	7,2%	1,7%	2,6%	6,6%	6,1%	6,3%
Particuliers	163 850	166 822	171 461	172 522	177 397	7,4%	7,1%	8,3%	49,6%	49,0%	50,1%
Autres agents résidents	6 867	7 821	8 339	10 518	11 103	69,0%	31,3%	61,7%	2,1%	2,4%	3,1%
Non résidents	3 677	3 299	3 403	3 367	3 369	-13,2%	497,0%	- 8,4%	1,1%	1,0%	1,0%
non ventilés par agents résidents	3 913	3 984	5 136	2 890	1 860	8,0%	23,5%	-52,5%	1,2%	1,5%	0,5%
Provisions	10 780	11 156	11 240	10 677	11 987	1,9%	7,8%	11,2%	3,3%	3,2%	3,4%
Sociétés non financières	3 132	3 524	3 347	2 891	3 090	-28,9%	-18,4%	- 1,3%	0,9%	1,0%	0,9%
Entrepreneurs individuels	2 332	2 351	1 707	3 769	2 393	24,4%	-41,4%	2,6%	0,7%	0,5%	0,7%
Particuliers	4 995	4 961	5 888	3 943	6 488	16,6%	74,0%	29,9%	1,5%	1,7%	1,9%
Autres agents résidents	17	21	19	13	16	41,7%	26,7%	- 5,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	304	299	279	61	0	-	ns	-100,0%	0,1%	0,1%	-
Créances douteuses brutes	16 497	17 009	17 999	17 147	17 883	4,6%	16,9%	8,4%	5,0%	5,1%	5,1%
Sociétés non financières	4 793	5 372	5 360	4 661	4 656	-27,0%	-11,5%	- 2,8%	1,5%	1,5%	1,3%
Entrepreneurs individuels	3 569	3 585	2 733	5 991	3 549	27,7%	-36,5%	- 0,6%	1,1%	0,8%	1,0%
Particuliers	7 644	7 563	9 428	6 247	9 486	19,7%	88,6%	24,1%	2,3%	2,7%	2,7%
Autres agents résidents	26	33	30	20	23	36,7%	36,4%	- 9,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	465	456	448	227	168	ns	ns	-63,9%	0,1%	0,1%	0,0%
TOTAL BRUT	330 382	334 166	350 102	345 445	354 349	9,3%	8,5%	7,3%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	5,0%	5,1%	5,1%	5,0%	5,0%						
Taux de provisionnement	65,3%	65,6%	62,5%	62,3%	67,0%						

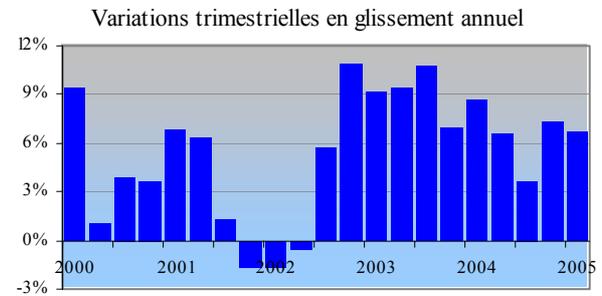
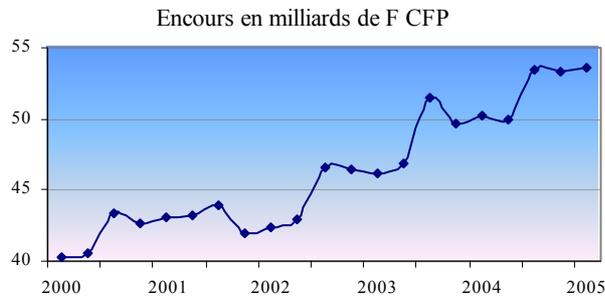
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

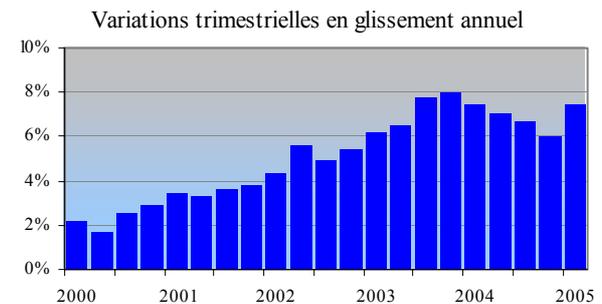
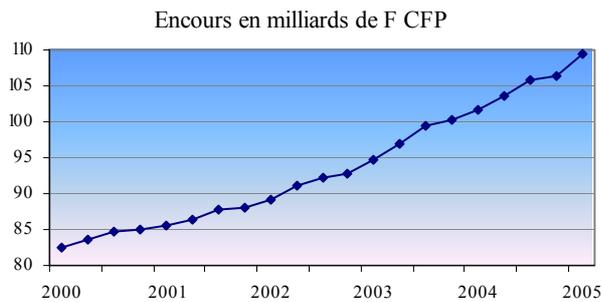
Crédits de trésorerie



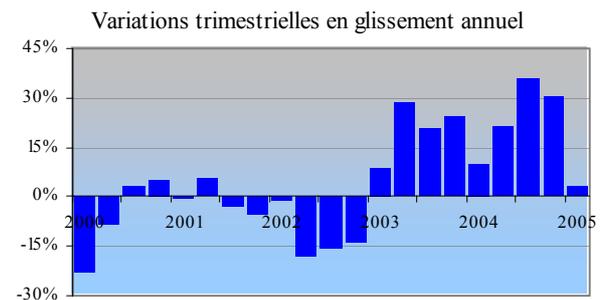
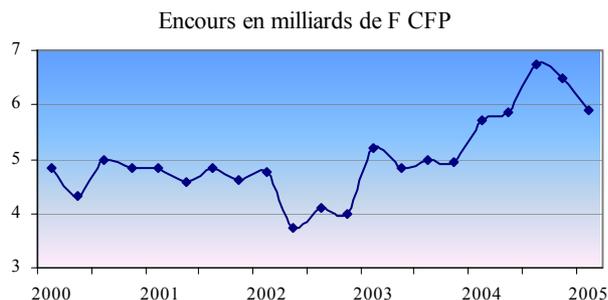
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat

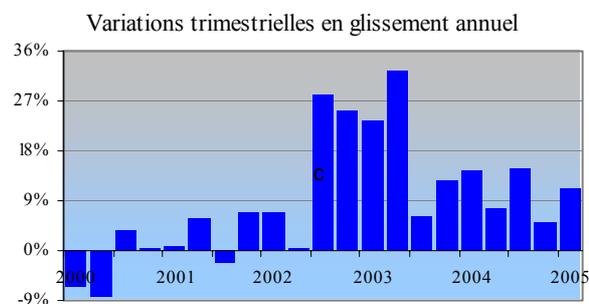
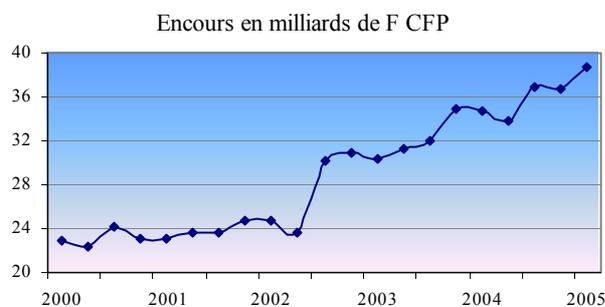


Créances douteuses nettes

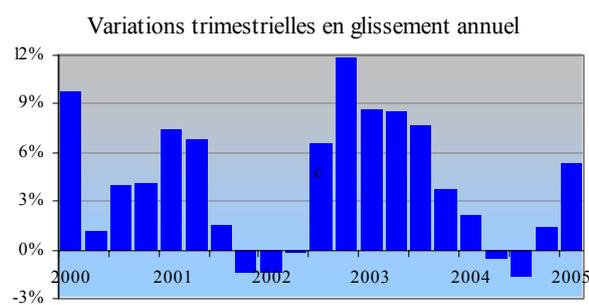
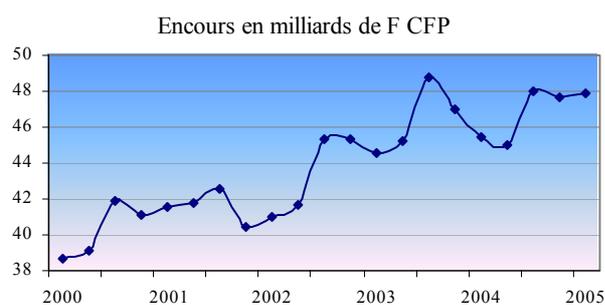


LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

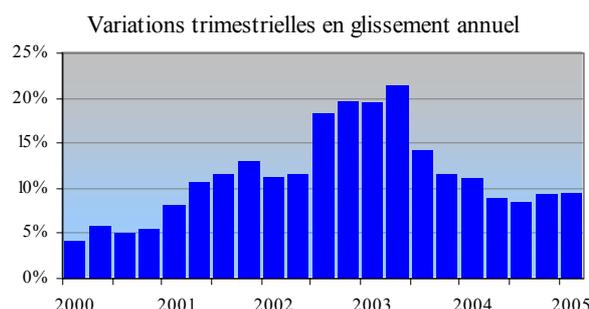
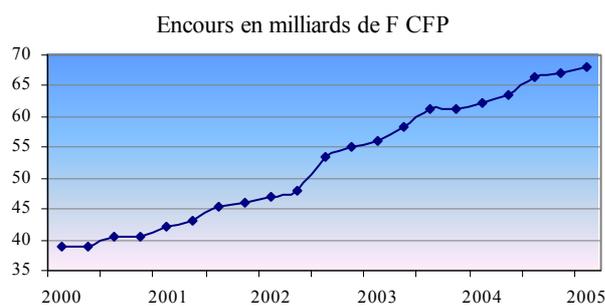
Crédits de trésorerie accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



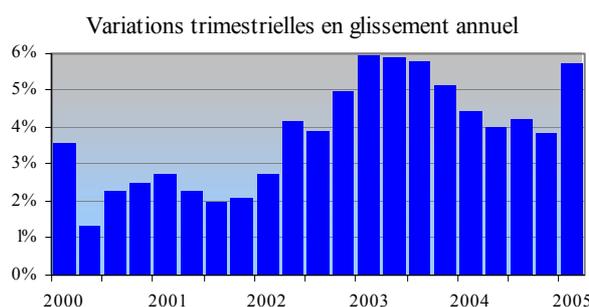
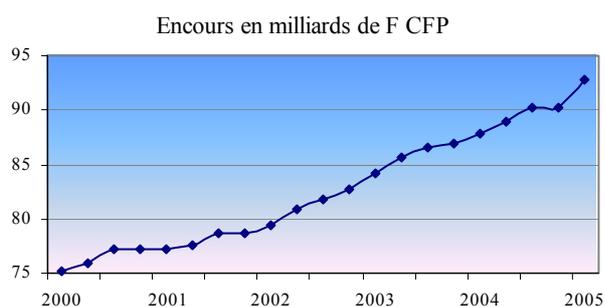
Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission

Commentaires :

Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN...) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

L'encours total de leurs crédits, qui s'est élevé à 83,3 milliards de F CFP à fin juin 2005, a reculé de 0,5 % par rapport au second trimestre 2004 (82,8 milliards).

Répartition et évolution des concours par catégorie

Première composante de ces concours, avec 68,4 % du total, l'encours des crédits à l'équipement s'est replié de 1,1 % en glissement annuel, atteignant 57 milliards de F CFP, dont 90,7 % au profit des collectivités publiques locales.

A contrario, les crédits à l'habitat, qui se sont établis à 18,2 milliards de F CFP au second trimestre 2005, ont connu une croissance forte, avec +15,9 %, qui reste néanmoins moindre que celle connue un an plus tôt (+25,6 %).

Pour leur part, les crédits de trésorerie, sollicités par les particuliers, ont poursuivi leur tendance baissière, se contractant de 15,3 % sur l'année pour un montant de 3,6 milliards de F CFP.

Répartition et évolution des concours par agent économique

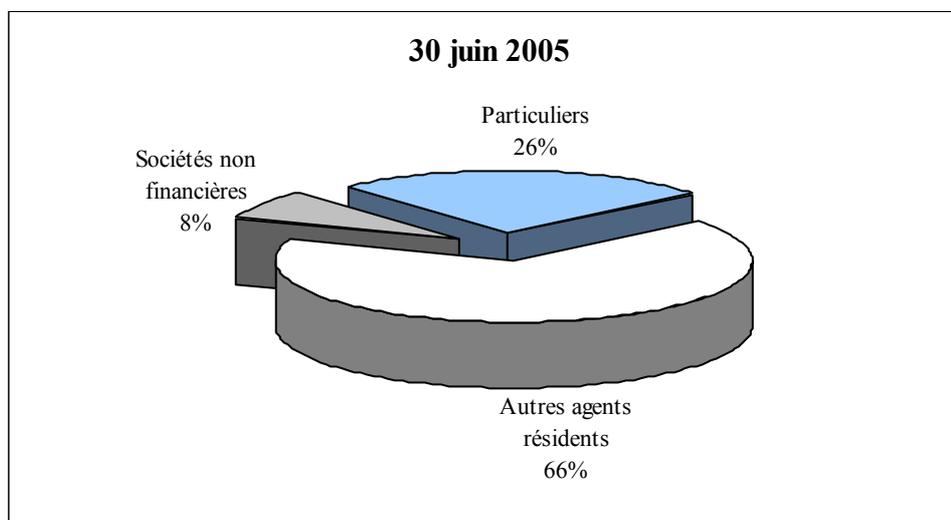
Les administrations publiques locales sont demeurés les principaux emprunteurs des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission en totalisant 65,4 % du total. De juin 2004 à juin 2005, l'encours de leurs crédits s'est replié de 2,8 %, passant de 56,1 milliards de F CFP à 54,5 milliards, dont 94,8 % dédiés à l'équipement.

Le total des concours consentis aux particuliers par les établissements HZE s'est élevé à 21,2 milliards de F CFP. Leur croissance annuelle, à l'image de celui de leurs crédits à l'habitat (81,9 % de leur encours), a été sensible (+9,6 %) mais moins marquée qu'au second trimestre 2004 (+13,6 %).

Quant aux crédits accordés aux sociétés non financières, ils se sont élevés à 6,3 milliards de F CFP, en augmentation de 13,6 %, à la faveur d'un recours accru aux crédits d'équipement (+21,2 %).

1. L'évolution monétaire et financière

Ventilation par agent économique des concours octroyés par les établissements installés hors de la zone d'émission

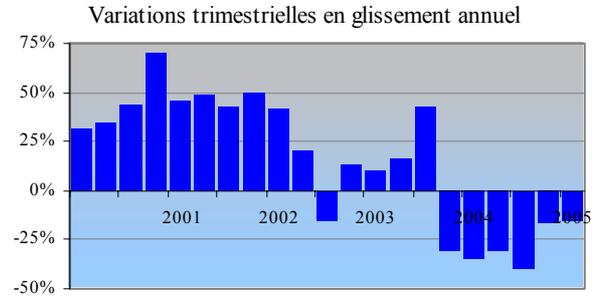
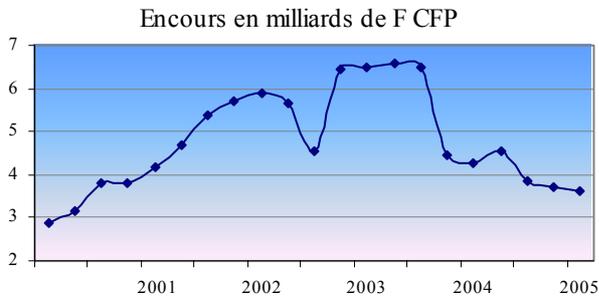


CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE											
<i>Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission</i>											
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004	30/06/2005
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	4 246	4 550	3 872	3 724	3 599	-34,4%	-40,3%	-15,3%	5,1%	4,7%	4,3%
Sociétés non financières	0	0	0	12	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	4 246	4 550	3 872	3 712	3 599	- 8,7%	-16,8%	-15,3%	100,0%	100,0%	100,0%
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	57 605	57 766	59 248	58 199	56 988	- 3,8%	3,1%	- 1,1%	69,6%	71,2%	68,4%
Sociétés non financières	4 386	4 310	4 694	5 518	5 316	-25,9%	-27,5%	21,2%	7,6%	7,9%	9,3%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	53 219	53 456	54 554	52 681	51 671	- 1,4%	6,9%	- 2,9%	92,4%	92,1%	90,7%
Crédits à l'habitat	15 666	16 404	15 754	17 686	18 165	25,6%	8,6%	15,9%	18,9%	18,9%	21,8%
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	15 062	15 754	15 754	16 820	17 353	26,6%	12,8%	15,2%	96,1%	100,0%	95,5%
Autres agents résidents	604	650	-	866	812	4,1%	-100,0%	34,3%	3,9%	-	4,5%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	3 420	3 382	3 756	3 152	2 990	- 8,8%	6,2%	-12,6%	4,1%	4,5%	3,6%
Sociétés non financières	1 139	1 139	1 190	1 008	962	- 9,9%	- 0,2%	-15,5%	33,3%	31,7%	32,2%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	19	19	19	19	18	21,6%	- 6,3%	- 8,0%	0,6%	0,5%	0,6%
Autres agents résidents	2 261	2 224	2 547	2 125	2 009	- 8,4%	9,6%	-11,1%	66,1%	67,8%	67,2%
Créances douteuses nettes	1 431	1 401	206	219	219	214,6%	-77,6%	-84,7%	1,7%	0,2%	0,3%
Sociétés non financières	808	752	0	0	0	ns	ns	ns	56,5%	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	623	649	206	219	219	37,1%	-59,9%	-64,9%	43,5%	100,0%	100,0%
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	82 368	83 503	82 836	82 980	81 959	- 0,8%	- 0,1%	- 0,5%	99,5%	99,5%	98,4%
Sociétés non financières	5 525	6 201	5 884	6 538	6 279	-38,6%	-40,6%	13,6%	6,7%	7,1%	7,5%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	19 328	20 972	19 851	20 770	21 188	13,6%	3,6%	9,6%	23,3%	23,8%	25,4%
Autres agents résidents	56 085	56 330	57 101	55 672	54 493	- 1,7%	6,0%	- 2,8%	67,7%	68,6%	65,4%
Provisions non ventilées	449	417	400	417	1 364	306,8%	-11,0%	203,7%	0,5%	0,5%	1,6%
TOTAL BRUT	82 817	83 920	83 236	83 397	83 323	- 0,4%	- 0,2%	0,6%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	2,3%	2,2%	0,7%	0,8%	1,9%	-	-	-	-	-	-
Taux de provisionnement	23,9%	22,9%	66,0%	65,6%	86,2%	-	-	-	-	-	-

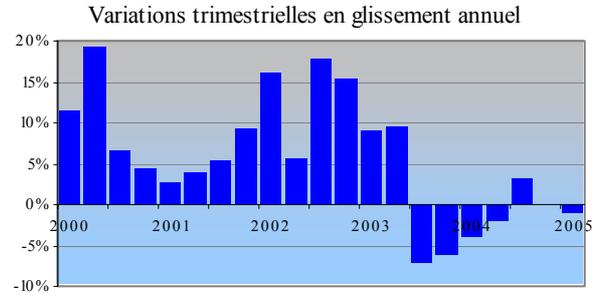
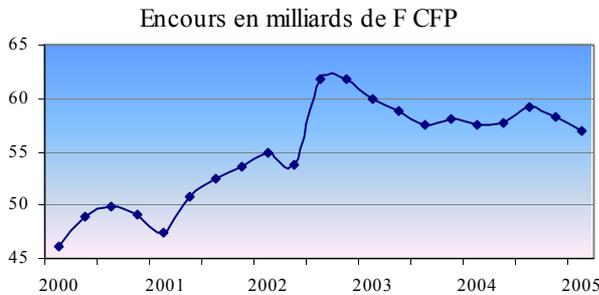
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

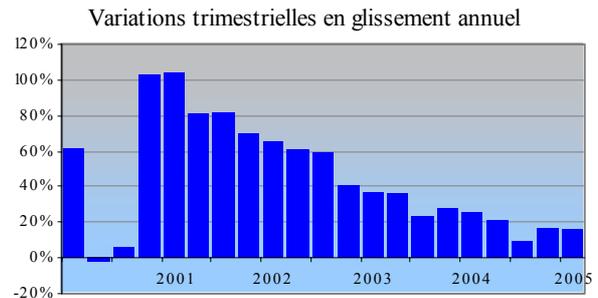
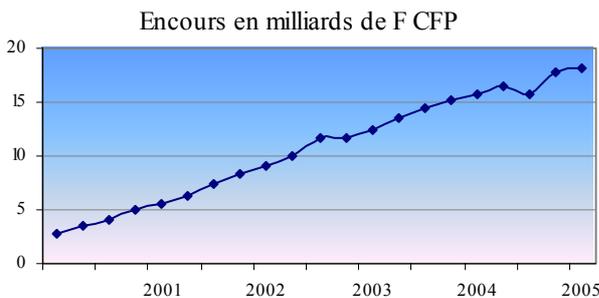
Crédits de trésorerie



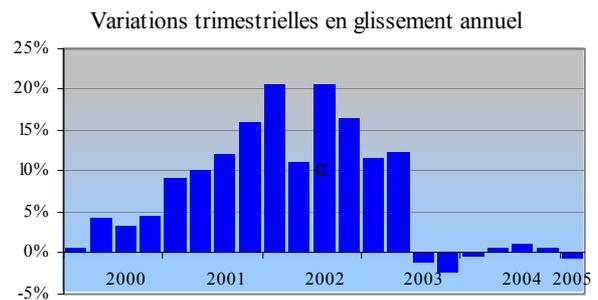
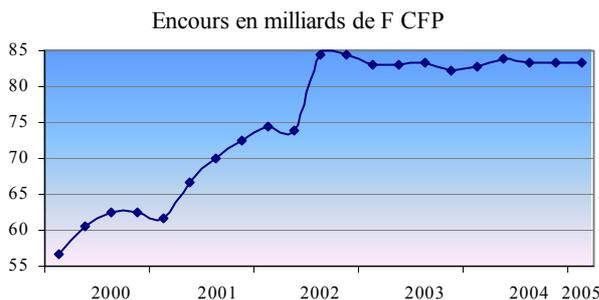
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat

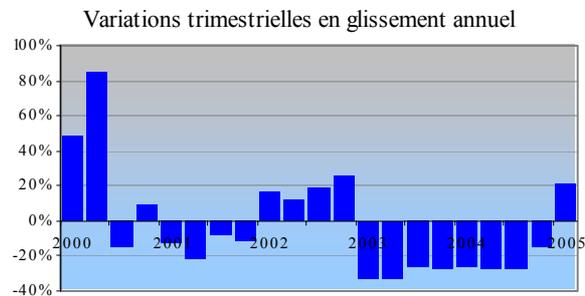
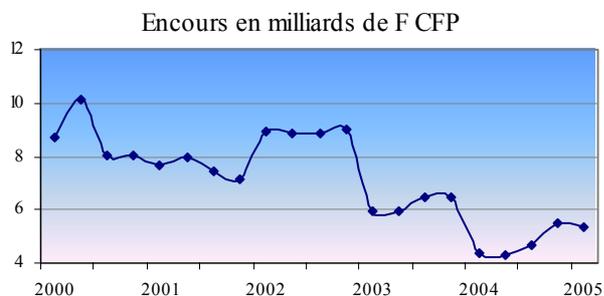


Ensemble des crédits

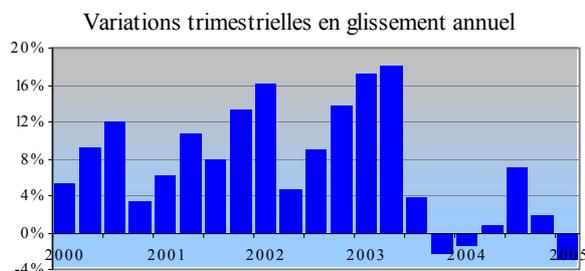
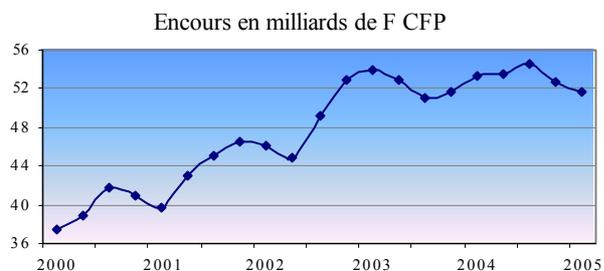


LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

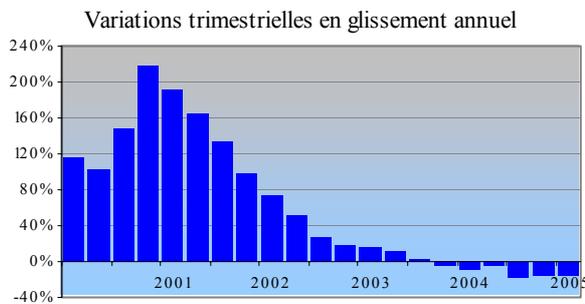
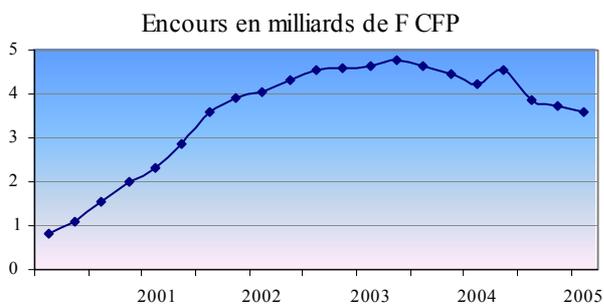
Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



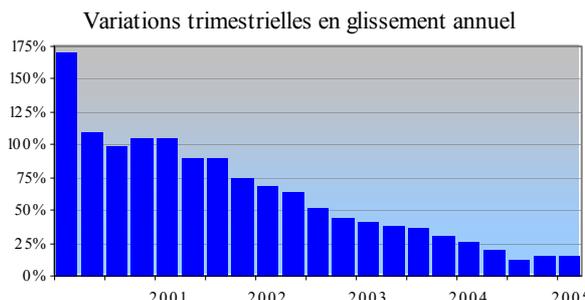
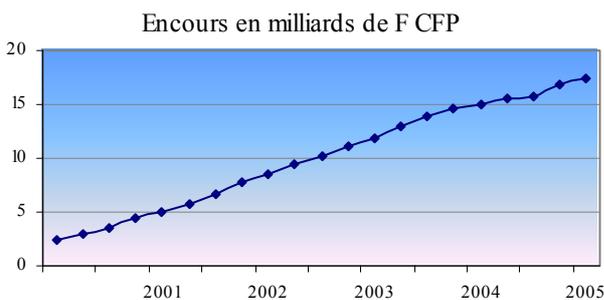
Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents » (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



1. L'évolution monétaire et financière

1.3 La masse monétaire et ses contreparties

1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

Commentaires :

La masse monétaire M3 a progressé de seulement 2,6 % en un an pour s'établir à 301,8 milliards de F CFP au 30 juin 2005 (294,2 milliards à fin juin 2004), résultat imputable à un fort ralentissement de la croissance des dépôts à vue (+1,6 %, contre +13,4 % un an plus tôt).

A l'inverse, les dépôts à terme ont montré des signes de vigueur (+11,7 %). Pour leur part, les plans d'épargne logement ont poursuivi leur croissance et permis à P1 de s'étendre de 22,9 %.

COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %		
	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004	30/06/2005
M1								
Circulation fiduciaire	9 759	9 790	10 431	10 108	10 038	4,5%	4,7%	2,9%
- Billets	8 260	8 256	8 854	8 532	8 443	4,9%	4,7%	2,2%
- Pièces	1 499	1 534	1 577	1 576	1 595	2,7%	5,0%	6,4%
Dépôts à vue	113 093	112 309	119 860	114 391	114 932	13,4%	1,8%	1,6%
- Banques	107 066	106 126	113 743	107 368	108 779	13,9%	1,8%	1,6%
- O.P.T.	6 027	6 183	6 117	7 022	6 153	6,6%	0,6%	2,1%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Total M1	122 853	122 099	130 291	124 499	124 971	12,7%	2,0%	1,7%
M2 - M1	79 819	82 527	81 530	80 494	79 210	13,8%	3,5%	- 0,8%
Comptes sur livret	79 599	82 297	81 284	80 244	78 956	13,8%	3,5%	- 0,8%
Comptes d'épargne-logement	220	230	246	250	254	17,3%	14,4%	15,6%
Total M2	202 672	204 627	211 821	204 992	204 181	13,1%	2,6%	0,7%
M3 - M2	91 507	91 676	96 151	96 106	97 576	-10,0%	- 2,7%	6,6%
Dépôts à terme	66 609	67 612	72 052	75 764	74 382	-17,3%	- 6,2%	11,7%
- Banques	66 609	67 612	72 052	75 764	74 382	-17,3%	- 6,2%	11,7%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons	15 903	13 990	15 315	12 801	12 789	29,1%	13,7%	-19,6%
Certificats de dépôt	8 995	10 075	8 784	7 542	10 405	1,5%	3,1%	15,7%
Total M3	294 179	296 303	307 972	301 099	301 756	4,7%	0,9%	2,6%
P1	8 634	8 853	9 633	10 183	10 609	39,5%	32,0%	22,9%
(Epargne contractuelle)								
Plans d'épargne-logement	8 634	8 853	9 633	10 183	10 609	39,5%	32,0%	22,9%
Compte d'épargne à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres cptes d'épargne à rég spéc	-	-	-	-	-	-	-	-
M3 + P1	302 813	305 155	317 605	311 281	312 366	5,5%	1,6%	3,2%

1. L'évolution monétaire et financière

1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Commentaires :

Les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux ont enregistré une nette progression de 23,6 % sur l'année, passant de 53,6 milliards de F CFP en juin 2005 à 66,2 milliards un an après.

La hausse de leurs engagements hors zone d'émission en a représenté près du double avec +46,5 %, pour un montant de 68,5 milliards de F CFP au terme du second trimestre 2005.

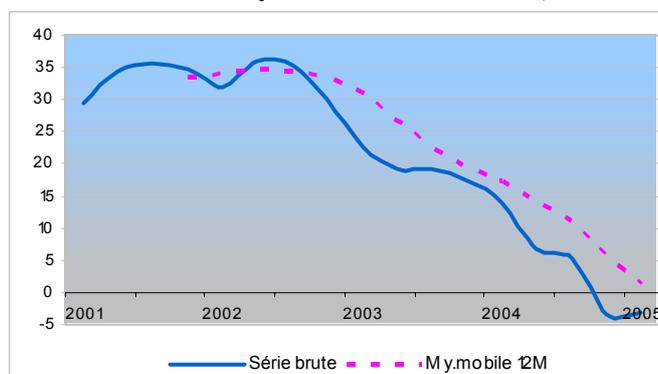
Leur position extérieure nette, résultat de la différence entre les avoirs et les engagements, est demeurée négative par rapport au précédent trimestre, à -2,3 milliards de F CFP.

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %		
	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/06/2004	31/12/2004	30/06/2005
Avoirs hors zone d'émission	70 938	72 717	72 239	84 074	85 224	- 2,3%	7,3%	20,1%
Institut d'émission	17 380	17 072	19 137	19 291	19 012	- 0,9%	3,1%	9,4%
Etablissements de crédit locaux (*)	53 557	55 645	53 102	64 783	66 212	- 2,8%	8,9%	23,6%
Créances du Trésor public	- 392	- 392		- 14	- 585	100,0%	-100,0%	49,2%
Concours sur ressources monétaires	223 633	223 978	235 733	217 038	217 118	7,2%	- 1,1%	- 2,9%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	329 950	334 166	350 102	345 445	354 349	10,5%	8,5%	7,4%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	106 317	110 188	114 369	128 407	137 231	18,3%	35,5%	29,1%
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	25 655	25 497	22 006	22 867	26 336	- 5,4%	- 7,6%	2,7%
Provisions sur créances douteuses	10 779	11 156	11 240	10 677	11 987	2,2%	8,1%	11,2%
Engagements hors zone d'émission (*)	46 781	50 515	56 625	68 001	68 516	30,2%	80,4%	46,5%
Epargne contractuelle	8 414	8 853	9 633	10 183	10 609	36,0%	32,0%	26,1%
Divers	14 688	14 168	14 865	16 678	19 783	45,7%	29,5%	34,7%
Total M3	294 178	296 303	307 972	301 099	301 756	4,7%	0,9%	2,6%
Position extérieure nette du système bancaire local *	6 777	5 130	- 3 523	- 3 218	- 2 304	-64,6%	-120,3%	-134,0%

* La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission des ces mêmes établissements.

Position extérieure nette du système bancaire local (en milliards de F CFP)



1. L'évolution monétaire et financière

1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux

1.4.1 Le financement des crédits bancaires

Commentaires :

Les dépôts collectés par les établissements de crédit ont représenté 80,7 % de leurs ressources avec un encours de 291,9 milliards de F CFP à fin juin 2005 (+3 % en rythme annuel).

Le financement sur ressources propres est intervenu à hauteur de 10,6 % pour un montant de 38,3 milliards de F CFP (+5,2 %). En dépit du recours accru au réescompte de l'IEOM (+19,6 %), la part de ce dernier est restée minime avec 2,3 % du total pour une valeur de 7,7 milliards de F CFP.

Les ressources des banques locales sont affectées à 98 % à leur activité de crédit, soit 354,3 milliards de F CFP. Quant au reliquat de 7,3 milliards, il est consacré à la constitution des réserves obligatoires.

1. L'évolution monétaire et financière

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 JUIN 2004

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	329 950	95,34%	Dépôts collectés - encaisses	283 369	81,88%
Réserves obligatoires	9 342	2,70%	Financement sur ressources propres *	36 434	10,53%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	19 834	5,73%
Position extérieure nette des EC	6 777	1,96%	Réescoute	6 432	1,86%
Total emplois	346 069	100%	Total ressources	346 069	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2004

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	350 102	96,86%	Dépôts collectés - encaisses	297 242	82,24%
Réserves obligatoires	11 348	3,14%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	33 204	9,19%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	20 733	5,74%
			Réescoute	6 750	1,87%
			Position extérieure nette des EC	3 523	0,97%
Total emplois	361 452	100%	Total ressources	361 452	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 JUIN 2005

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	354 349	97,98%	Dépôts collectés - encaisses	291 933	80,72%
Réserves obligatoires	7 311	2,02%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	38 323	10,60%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	21 408	5,92%
			Réescoute	7 694	2,13%
			Position extérieure nette des EC	2 304	0,64%
Total emplois	361 662	100%	Total ressources	361 662	100%

1. L'évolution monétaire et financière

1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

Commentaires :

Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux se sont inscrites en net accroissement de 79 % en rythme annuel pour atteindre 90 milliards de F CFP en juin 2005 (50,3 milliards en juin 2004). Celles-ci sont constituées majoritairement de ressources durables puisque l'encours des dépôts d'une durée supérieure à un an en a représenté 57,6 % (51,8 milliards de F CFP).

A l'inverse, les emplois sont concentrés à court terme : sur un total de 78,3 milliards de F CFP en juin 2005 (+12,1 % par rapport à juin 2004), les opérations d'une durée inférieure à un an ont compté pour 65,8 % du total (51,5 milliards de F CFP)

Le solde des opérations interbancaires s'est ainsi établi à +11,8 milliards de F CFP contre -19,5 milliards au 30 juin 2004.

Les opérations avec la clientèle

L'équilibre emploi-ressources des opérations avec la clientèle est à l'opposé de ce qui est observé pour les opérations interbancaires. En effet, si les ressources des établissements de crédit sont essentiellement à court terme (90,1 % de leur encours sont constitués de ressources inférieures à un an), leurs emplois ont un délai d'exigibilité plus long (61,4 % du total à plus d'un an).

Les opérations avec la clientèle sont structurellement déficitaires en termes de solde emploi-ressources. En effet, les ressources clientèle se sont élevées à 300,9 milliards de F CFP à fin juin 2005 (+3,6 % en glissement annuel), contre 342,4 milliards de F CFP pour les emplois (+7,3 %). Le déficit s'est aggravé de 61,7 % pour atteindre 41,5 milliards de F CFP au second trimestre 2005 (25,7 milliards un an plus tôt).

1. L'évolution monétaire et financière

EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

en millions de F CFP

30/06/2005	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
OPERATIONS INTERBANCAIRES									
EMPLOIS									
Caisse	4 242	4 242	0	0	0	0	0	0	0
Banques centrales et OPT	7 433	0	7 433	0	0	0	0	0	0
Comptes ordinaires débiteurs	8 390	0	8 390	0	0	0	0	0	0
Comptes et prêts à terme dont réseau	57 644	0	6 038	10 870	6 554	2 034	5 379	19 544	7 225
Val. reçues en pension à terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VNI, créances douteuses et créances rattachées	544	544	0	0	0	0	0	0	0
Total emplois	78 252	4 785	21 861	10 870	6 554	2 034	5 379	19 544	7 225
RESSOURCES									
Banques centrales et OPT	120	0	120	0	0	0	0	0	0
Comptes ordinaires créditeurs	7 076	0	7 076	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts à terme dont réseau	73 332	0	5 889	4 256	945	1 822	8 589	34 373	17 458
Val. données en pension à terme	7 694	0	1 563	6 131	0	0	0	0	0
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	1 785	1 785	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	90 008	1 786	14 648	10 387	945	1 822	8 589	34 373	17 458
RESSOURCES - EMPLOIS	11 755	-3 000	-7 213	-483	-5 609	-212	3 210	14 829	10 233
Cumul		-3 000	-10 213	-10 696	-16 305	-16 517	-13 307	1 522	11 755
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE									
EMPLOIS									
Comptes ordinaires débiteurs	19 140	0	19 140	0	0	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à la clientèle	308 178	0	0	28 391	14 872	19 315	36 010	138 300	71 291
VNI, créances douteuses et créances rattachées	7 167	7 167	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés à terme	1 024	0	196	17	24	36	75	492	183
Crédit-bail et opérations assimilées	6 470	6 404	0	1	3	4	9	49	0
Titres de placement	382	0	382	0	0	0	0	0	0
Total emplois	342 361	13 572	19 718	28 409	14 899	19 355	36 094	138 840	71 474
RESSOURCES									
Comptes ordinaires créditeurs	108 779	0	108 779	0	0	0	0	0	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes sur livrets et divers	89 820	0	79 305	3	11	20	5 279	3 846	1 357
Comptes créditeurs à termes	74 382	0	0	16 846	17 049	11 343	11 757	13 822	3 565
Bons de caisse et bons d'épargne	12 789	0	0	3 723	1 274	2 637	2 795	2 360	0
Titres de créances négociables	10 405	0	0	9 992	311	101	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	4 711	4 711	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	300 885	4 711	188 084	30 564	18 645	14 101	19 831	20 027	4 922
RESSOURCES - EMPLOIS	-41 476	-8 861	168 366	2 154	3 746	-5 254	-16 263	-118 813	-66 552
Cumul		-8 861	159 505	161 660	165 406	160 152	143 889	25 076	-41 476
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	26 336	0	0	0	0	0	0	0	0

2. Rappel des taux

2.1 Taux administrés

2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

2000	2001	2002	2003	2004	2005
2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %

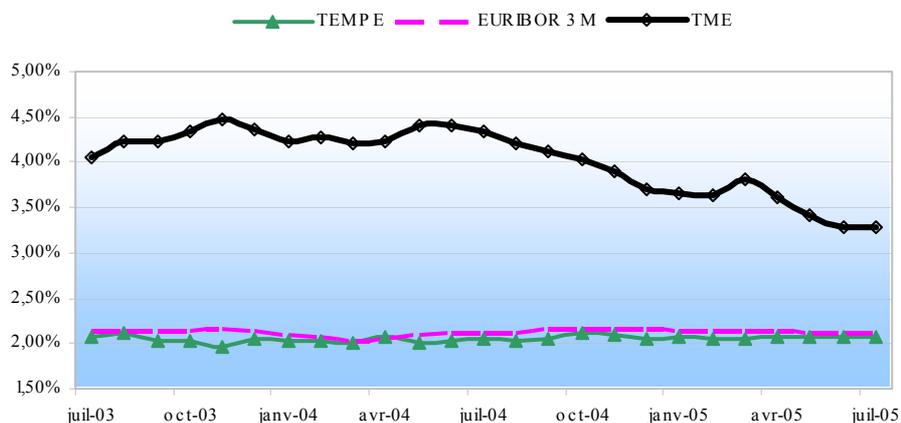
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	10/06/2003	1,00%	4,50% (depuis le 01/07/03) 5,95 % à 6,40 % (Taux SGFGAS depuis le 01/04/05)
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/01/2004	1,50%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	10/06/2003	3,00%	
taux de l'escompte de chèques	10/06/2003	3,00%	

2.2 Taux du marché

2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	mars-05	avr-05	mai-05	juin-05	juil-05
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	2,0565%	2,0733%	2,0706%	2,0637%	2,0732%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	2,1370%	2,1380%	2,1260%	2,1110%	2,1190%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	3,81%	3,61%	3,42%	3,29%	3,28%



2. Rappel des taux

2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. Il a baissé de 20 points de base le 1^{er} octobre 2004.

Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré entre 1999 et 2003 (en %)

Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03	Oct-04
7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60	7,40

2.3 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

2.3.1 Crédits aux particuliers

<i>Seuils de l'usure</i>	3e trim. 2004	4e trim. 2004	1er trim. 2005	2e trim. 2005	3e trim. 2005
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,67%	6,56%	6,63%	6,29%	6,03%
- Prêts à taux variable	5,88%	5,85%	5,84%	5,69%	5,53%
- Prêts relais	6,72%	6,68%	6,56%	6,20%	5,92%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	20,73%	20,13%	19,45%	19,60%	19,87%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	16,64%	16,21%	16,33%	16,53%	16,77%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,07%	9,12%	8,85%	8,87%	8,29%

2.3.2 Crédits aux entreprises

<i>Seuils de l'usure</i>	3e trim. 2004	4e trim. 2004	1er trim. 2005	2e trim. 2005	3e trim. 2005
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,40%	8,55%	8,47%	8,53%	8,95%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,00%	6,08%	6,01%	5,79%	5,67%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,41%	6,47%	6,65%	6,43%	6,31%
- Découverts en compte	10,73%	11,27%	11,71%	11,55%	11,72%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	7,73%	8,20%	7,88%	7,67%	7,81%

2. Rappel des taux

2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

2.4.1 Coût du crédit aux particuliers

L'enquête, réalisée par l'IEOM, porte sur les déclarations des établissements de crédit sur les octrois de concours accordés aux particuliers pendant les mois de janvier et février 2005. Les établissements sont les trois banques FBF (Banque de Polynésie, Banque de Tahiti et SOCREDO) ainsi que la société financière Général Electric Financement Polynésie (GEFP).

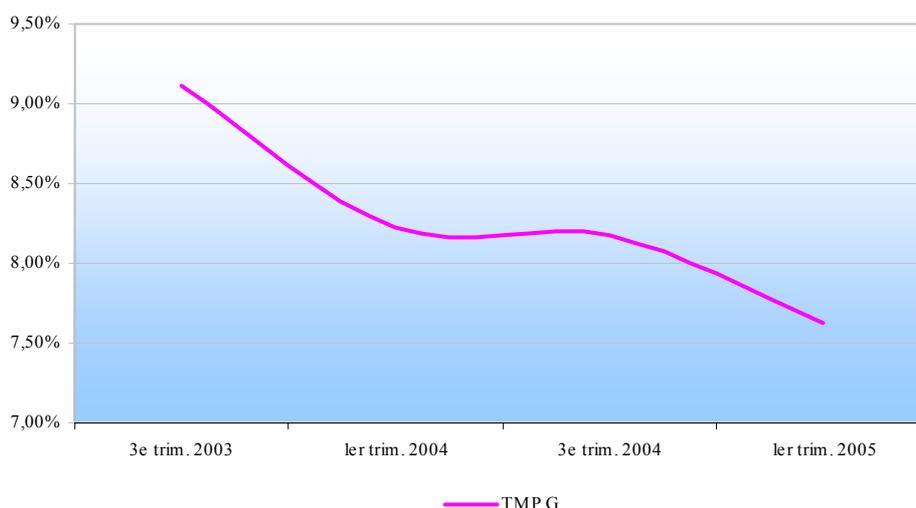
Cette enquête a permis de dénombrer 4.738 nouveaux prêts représentant un montant global de 8,7 milliards de F CFP. En l'espace d'un an, leur nombre a reculé de 8,7 % tandis que leur valeur s'est appréciée de 4,8 %¹.

Les résultats de l'enquête font ressortir une nouvelle baisse du taux moyen pondéré global des établissements de la place, à l'instar de l'évolution des taux des principaux pays de la zone euro sur la même période.

Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers

	3e trim. 2003	1er trim. 2004	3e trim. 2004	1er trim. 2005	Variations annuelles
Prêts immobiliers	6,86%	6,28%	6,16%	5,73%	-55 pb
Prêts immobiliers relais	6,73%	5,84%	6,28%	6,56%	72 pb
Prêts personnels < 181 920 F CFP	13,75%	13,38%	13,23%	14,93%	155 pb
Découverts	10,47%	10,57%	10,70%	10,37%	-20 pb
Prêts personnels > 181 920 F CFP	9,53%	8,06%	8,55%	7,94%	-12 pb
TMPG	9,11%	8,23%	8,17%	7,63%	-60 pb

Evolution du taux moyen pondéré des crédits aux particuliers



¹ En décembre 2004 et janvier 2005 : 5.190 déclarations pour 8,3 milliards de F CFP.

2.4.2 Coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises réalisée pendant les mois de janvier et février 2005 auprès des trois banques polynésiennes et de GEPE a rassemblé 564 déclarations d'un montant de 9,7 milliards de F CFP (667 déclarations pour 14,8 milliards de F CFP lors de la même enquête un an plus tôt).

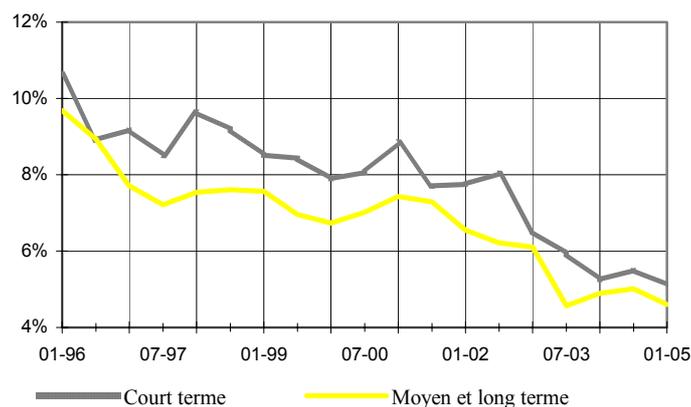
Hormis la légère hausse enregistrée lors du premier semestre 2004, les établissements de crédit polynésiens poursuivent la baisse de leurs taux, affichant pour cette enquête un taux moyen pondéré global (TMPG) en retrait de 24 points de base sur l'année (4,90 % contre 5,14 % auparavant). La plupart des crédits ont été concernés par cette évolution exceptés les « autres court terme ».

Les découverts (59 % des financements) et l'escompte ont affiché respectivement un TMP en retrait de 14 points de base et de 29 points.

Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises

	3e trim. 2003	1er trim. 2004	3e trim. 2004	1er trim. 2005	Variations annuelles
Escompte	8,35%	7,52%	7,70%	7,23%	-29 pb
Découverts	5,69%	5,15%	5,79%	5,01%	-14 pb
Autres crédits à court terme	5,33%	4,40%	3,59%	4,39%	-1 pb
Total court terme	5,96%	5,25%	5,50%	5,12%	-13 pb
Moyen et long termes	4,57%	4,89%	5,01%	4,60%	-29 pb
Global	5,55%	5,14%	5,28%	4,90%	-24 pb

Coût du crédit aux entreprises



L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires** ;
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

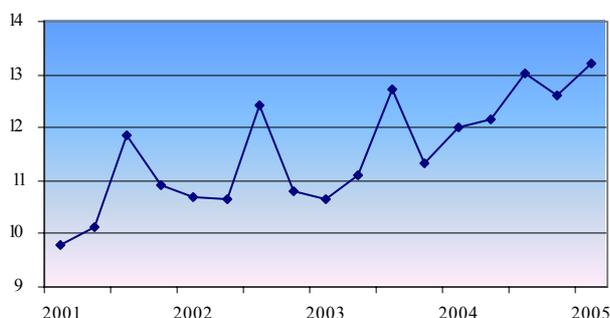
3. Autres activités de l'IEOM

3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

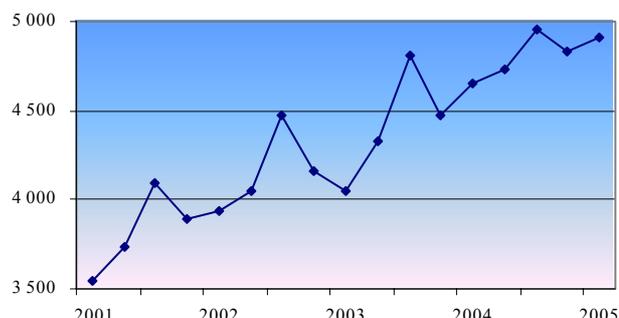
3.1.1 L'émission de billets CFP

L'émission nette de billets F CFP a connu une progression annuelle de 5,6 % en volume et de 10,1 % en valeur pour atteindre 4.915.501 billets représentant un montant de 13,2 milliards de F CFP. Sur douze mois, les coupures ont enregistré les variations en volume suivantes : +16,9 % pour les 10.000 F CFP, -0,6 % pour les 5.000 F CFP, +5,6 % pour les 1.000 F CFP et +2,1 % pour les 500 F CFP.

Emissions nettes de billets en valeur
(en milliards de F CFP)

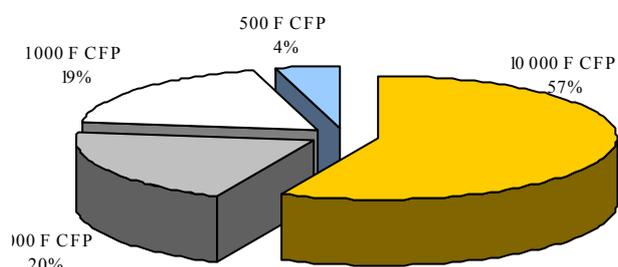


Emissions nettes de billets en volume
(en milliers d'unités)

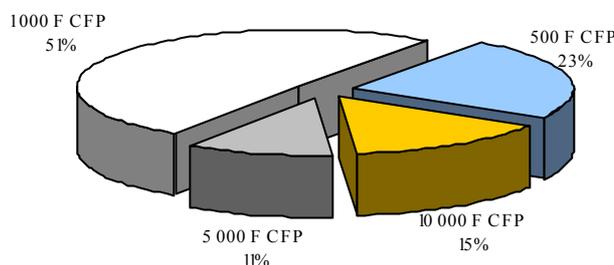


Répartition de l'émission nette cumulée de billets CFP à fin juin 2005

Répartition en valeur



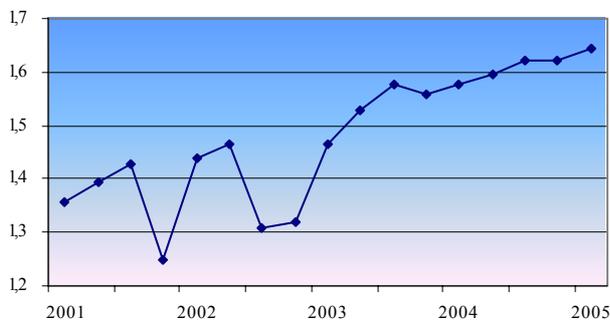
Répartition par quantités



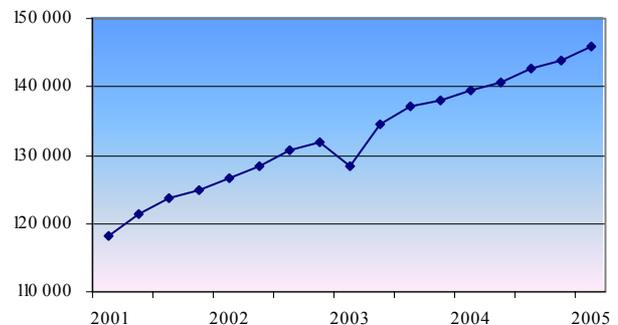
3.1.2 L'émission de pièces CFP

A fin juin 2005, l'émission nette de pièces a progressé de 4,5 % en rythme annuel, représentant un total de 145,8 millions d'unités. En valeur, elle s'est inscrite en hausse de 4,3 % pour s'établir à 1,6 milliard de F CFP. L'évolution numéraire annuelle par pièce est la suivante : +4,9 % pour les 100 F CFP, +2,6 % pour les 50 F CFP, +2,8 % pour les 20 F CFP, +4,4 % pour les 10 F CFP, +5,3 % pour les 5 F CFP, +4,3 % pour les 2 F CFP et +4,3 % pour les 1 F CFP.

Emissions nettes de pièces en valeur
(en milliards de F CFP)

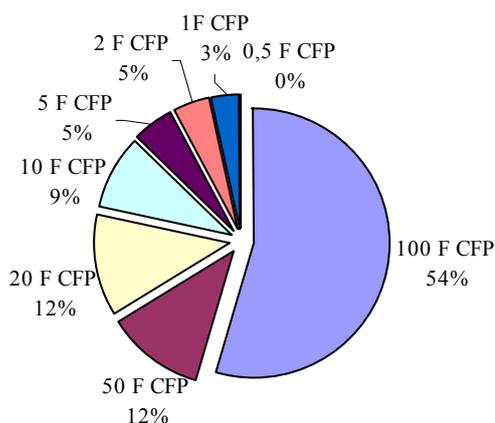


Emissions nettes de pièces en volume
(en milliers d'unités)

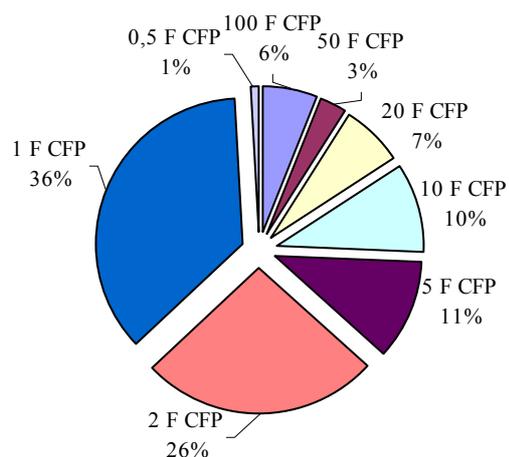


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces CFP à fin juin 2005

Répartition en valeur



Répartition par quantités

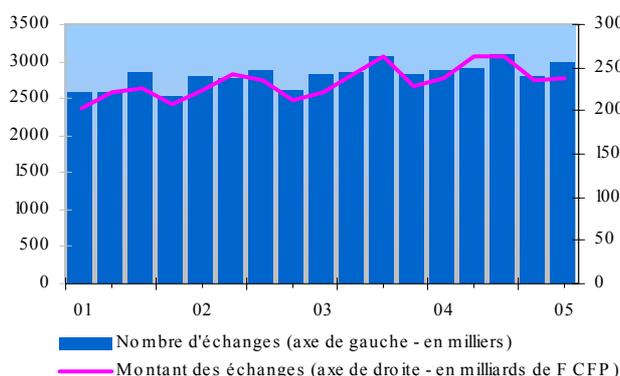


3. Autres activités de l'IEOM

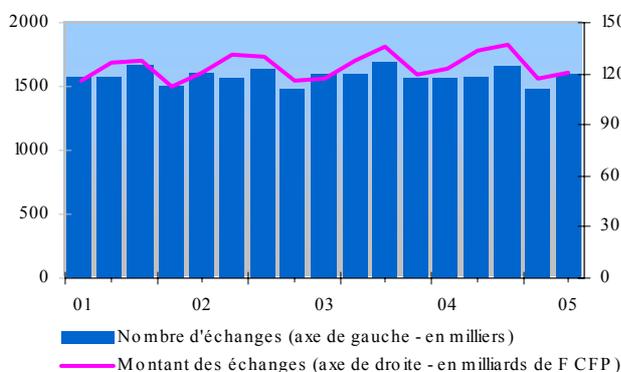
3.2 Les systèmes d'échanges

Au second trimestre 2005, l'activité de la chambre de compensation de Papeete s'est inscrite en hausse par rapport au même trimestre 2004 : les volumes compensés sont passés de 2,9 à 3 millions d'opérations en un an (+3,7 %) tandis que les valeurs échangées se sont élevées à 237,4 milliards de F CFP, contre 236,8 milliards un an plus tôt (+0,3 %).

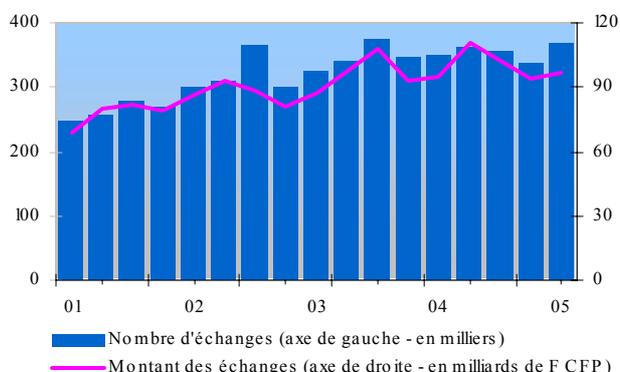
Compensation des échanges de valeurs



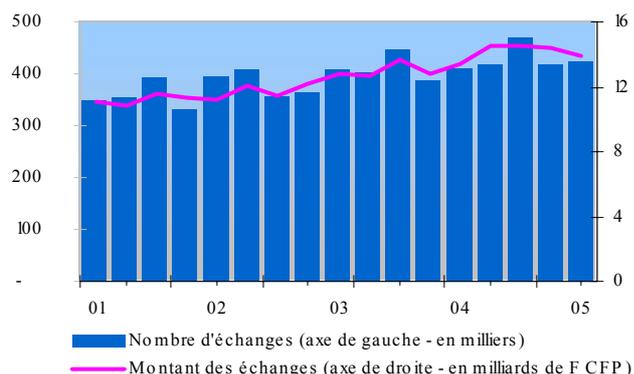
Compensation des chèques



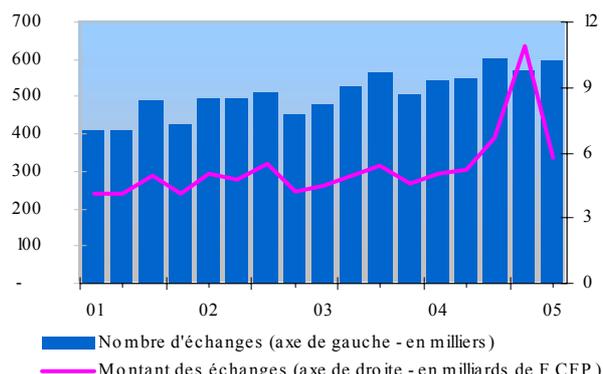
Compensation des virements



Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires



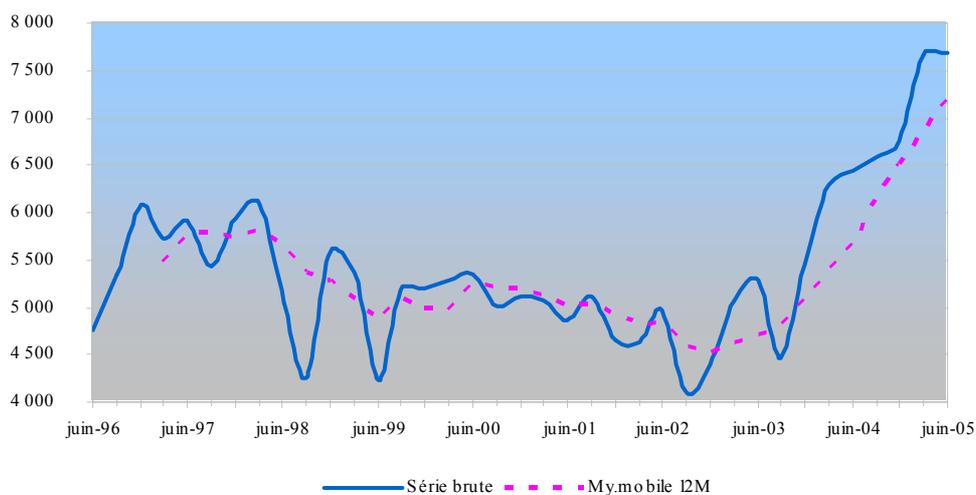
Compensation des opérations monétaires



3.3 Le refinancement

Au 30 juin 2005, le portefeuille des crédits mobilisés par les établissements de crédit locaux auprès de l'IEOM a atteint 7,7 milliards de F CFP, contre 6,4 milliards en juin 2004. Cette hausse de 19,6 % s'est faite à la faveur de la progression des engagements à moyen terme (+32,7 %), les mobilisations à court terme s'inscrivant en retrait (-2,1 %) sur l'année.

Mobilisation des crédits (en millions de F CFP)



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
BP 583 - 98713 PAPEETE

Directeur de la publication : Thierry CORNAILLE
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT
Editeur : IEOM - Etablissement public
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer en septembre 2005
Dépôt légal : septembre 2005- N° ISSN 0296-3116